



Mémoire de géopolitique

L'évolution des concepts de sécurité et de solidarité en Asie du Sud-Est



7^{ème} promotion / 1999-2000

DIV A GROUPE 2 CDT LOW Jin Phang

FICHE DE PRESENTATION

1. Titre complet du document : L'évolution des concepts de sécurité et de solidarité en Asie du Sud-Est.
2. Identité de l'auteur : Cdt (l'armée de terre de Singapour) LOW Jin Phang.
3. Date de rédaction : 16 mars 2000.
4. Division / Groupe : A2.
5. Nature du travail : Mémoire de géopolitique.
6. Synthèse du document : Pendant l'époque de la colonisation, les relations des pays de l'Asie du Sud-Est étaient celles des puissances coloniales : elles déterminaient entre elles, des rapports de force et des relations politiques, diplomatiques et économiques. Après la décolonisation, les concepts de sécurité et de solidarité sont deux dimensions géopolitiques qui dominent les relations entre les Etats de la région. On peut constater l'émergence des Etats indépendants mais aussi interdépendants, ce qui conduit à revoir l'équilibre de la région à travers des concepts nécessaires de sécurité et de solidarité. Dans le domaine de la solidarité, l'Asie du Sud-Est représente une unité mais :
 - des facteurs principaux d'instabilité régionaux montrent des points de faiblesse à travers les crises d'intensité variable ;
 - le rôle accru de puissance régionale essentiellement l'Indonésie et de puissances extra régionales entre les Etats-Unis et la Chine.
7. Mots clés : mémoire, géopolitique, Asie du Sud-Est.

SOMMAIRE

Introduction	1
Objectif	3
Partie 1 : Rapports de force et équilibre de l'Asie du Sud-Est à travers la décolonisation	4
1.1 : L'évolution de l'Asie du Sud-Est	4
1.1.1 : La géographie	4
1.1.2 : L'époque de colonisation	5
1.1.3 : La décolonisation	6
1.1.4 : La création de l'ASEAN	7
1.2 : La crise indochinoise et la période de la guerre froide	11
1.2.1 : L'évolution de la crise indochinoise	11
1.2.2 : La réaction de l'ASEAN (1978-1989)	12
1.2.3 : La période de la guerre froide entre l'URSS et les Etats-Unis	13
Partie 2 : L'émergence d'une solidarité régionale	15
2.1 : Le nouvel ordre mondial	15
2.1.1 : La modernisation militaire	17
2.1.2 : La mer de Chine du Sud – une source de menace	18
2.1.3 : La préservation de la paix et la résolution des conflits	21
2.1.4 : L'Asie du Sud-Est dans la crise économique	21
2.1.5 : Les implications défense et sécurité de la crise économique	23
2.1.6 : La nécessaire solidarité au cours de la crise économique	24
2.2 : Les crises indonésiennes	25
2.2.1 : Les émeutes anti-Indonésiens d'ethnie chinoise	25
2.2.2 : Les causes des émeutes anti-Indonésiens d'ethnie chinoise : l'écart de richesse, la différence de culture	26
2.2.3 : Les implications sur la sécurité des émeutes anti-Indonésiens d'ethnie Chinoise	27
2.2.4 : L'exigence d'une autonomie et d'une indépendance provinciales	28
2.2.5 : Les conséquences sur la sécurité après la crise du Timor oriental	30
2.2.6 : Les implications d'efficacité et de solidarité de l'ASEAN	31
2.3 : La menace sur l'environnement – l'Asie du Sud-Est dans la tourmente	32
2.4 : L'effet de la courbe de CNN en Asie du Sud-Est	32
Conclusion	34
Bibliographie	36

Introduction

La solidarité de la moitié des pays dans la région de l'Asie du Sud-Est, c'est-à-dire l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, a été mise en place avec succès pour la première fois en 1967 lorsque l'ASEAN (l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) a été fondée. Les pères fondateurs ont eu une vision hardie de coopération active vers la paix, la stabilité, le progrès et la prospérité dans la région. Elle était une vision hardie parce qu'en ces temps incertains la région avait déjà divisée par les conflits idéologiques et les guerres traditionnelles. Les conflits internes et épreuves économiques ont imposé aux pays de dépenser beaucoup de ressources rares pour leur défense et de dépendre de puissances externes pour leur sécurité. Des désaccords territoriaux et des tensions raciales ont causé des oppositions répétitives et ont aggravé les méfiances entre voisins. Ainsi l'Asie du Sud-Est a vécu dans une époque de division prolongée.

Bien qu'il n'y ait pas de traité militaire formel entre les membres de l'ASEAN, la sécurité régionale a été mise en place pour que chacun se conforme au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres. Avec cette garantie de non-ingérence entre les membres, chaque gouvernement a concentré ses efforts vers les questions de sécurité intérieure et de construction de l'Etat. Par ailleurs, avec une coopération renforcée, la région s'est agrandie économiquement, surtout durant les années de la guerre froide où la présence des Américains a fourni une protection contre les menaces externes. Plus significativement, la solidarité de la région a été reconnue fortement sur la scène internationale lorsque les conflits cambodgiens ont été résolus par l'ONU en 1988, grâce aux efforts diplomatiques de l'ASEAN.

A la fin de la guerre froide en 1989, les économies des pays en Asie du Sud-Est se sont développées, tandis que la région s'est enrichie grâce au «nouvel ordre du monde», à la mondialisation des économies et aux libre-échanges. Bien qu'il y ait un déclin de la présence des forces américaines dans la région, particulièrement avec la fermeture de la base Clark aux Philippines, la croissance économique a été considérée comme le moyen de garantir la stabilité politique et la sécurité. Le capitalisme de marché et la démocratie libre apparaissent les vainqueurs dans la lutte contre le communisme. Pourtant, les gouvernements en Asie du Sud-Est se sont rendus compte qu'ils doivent compter avec les demandes politiques et économiques des pays occidentaux, lorsque les droits de l'homme et de l'environnement prennent une importance accrue.

Dans cette région, depuis le début des années 1990 jusqu'à 1997, deux tendances ont été prééminentes dans le paysage de la sécurité. La première tendance était le rythme rapide de la modernisation militaire, puisque la plupart des pays ont réorienté leurs efforts, de la lutte contre la guérilla interne vers l'amélioration de ses capacités pour s'engager dans les guerres conventionnelles. La seconde tendance était le développement des accords multilatéraux, par exemple ASEAN Libre Echange (AFTA – ASEAN Free Trade Area) et ASEAN Régional Forum (ARF). Ces accords ont créé les tribunes nécessaires à des discussions ouvertes et des consultations dans le domaine économique et dans celui plus important de la sécurité. L'ARF est particulièrement importante car elle a permis la résolution des revendications par plusieurs des pays régionaux et aussi par la Chine sur les îles en mer de Chine du Sud.

Durant toutes ces années, le nombre des membres de l'ASEAN a augmenté, avec le Brunei inscrit en 1984, le Vietnam en 1995, le Laos et la Birmanie en 1997, et finalement en avril 1999, l'admission du Cambodge a achevé la réalisation de la vision de l'ASEAN-10, qui

unit tous les pays qui font partie la région de l'Asie du Sud-Est¹. Il y a donc un sens donné au régionalisme, à la solidarité et à la cohérence de l'Asie du Sud-Est.



Figure 1 : La carte des Etats de l'Asie du Sud-Est

Cependant, la région a fait face aux défis sérieux sur trois fronts depuis juin 1997. En première lieu la crise économique, avec l'effet contagieux de la dévaluation de la monnaie et de la chute des marchés dans toute la région. En deuxième lieu dans l'arène politique, avec le renversement du Président SUHARTO en Indonésie qui a déclenché la massacre des populations chinoises et l'exigence d'indépendance dans de nombreuses régions. En troisième lieu l'environnement, à cause du brouillard mêlé de fumée toxique par les feux de forêts en Indonésie. Ces événements ont des influences profondes dans le concept de la sécurité et de la solidarité des pays de la région. Ces nouveaux défis qui élargissent le concept traditionnel de la sécurité se sont manifestés dans les pays qui commencent à se rendre compte de l'influence de la mondialisation des économies et de l'impact de l'environnement. Une nouvelle expression du concept de « non-ingérence » a été aussi arrêtée par les ministres des affaires étrangères de la Thaïlande et des Philippines, lorsqu'ils ont recommandé que le concept soit remplacé par une nouvelle doctrine d'engagement constructif en 1998.

Plus récemment, lors de la manifestation de la crise du Timor oriental, la sécurité régionale et la solidarité des pays se sont dégradées de plus en plus. Le principe de « non-ingérence » a été invoqué par l'Indonésie lorsque les pays de l'ASEAN ont décidé d'envoyer leurs troupes au Timor oriental pour protéger les citoyens contre l'agression militaire indonésienne. En effet, l'Australie, qui est le leader de cette intervention, est regardée par l'Indonésie et la Malaisie comme une puissance extérieure exploitant une situation fragile. Ainsi, les relations entre l'Indonésie et ses voisins se sont dégradées à l'occasion de cette crise.

¹ Le terme « Asie du Sud-Est » sert à désigner un groupe de 10 pays distincts (y compris la Birmanie, le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam) de ceux qui sont rassemblés autour de la Chine d'une part et de l'Inde d'autre part, c'est-à-dire de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud.

Depuis la fondation de l'ASEAN en 1967 jusqu'à aujourd'hui, il n'y a aucun doute que les deux facteurs, c'est-à-dire la sécurité et la solidarité, sont importants pour la stabilité et la survie de la région. Il y a aussi des liens importantes entre ces deux facteurs. Cependant, les nombreuses crises dans les 3 dernières années avaient certainement radicalement changé le cadre de cette région. L'évolution de ces deux facteurs sera examinée successivement.

Objectif

L'objectif de ce mémoire est d'examiner l'évolution des concepts de sécurité et de solidarité en Asie du Sud-Est. La mémoire est divisée en deux parties. D'abord, nous récapitulerons l'évolution de l'Asie du Sud-Est à partir de l'époque de la colonisation jusqu'à la création de l'ASEAN, notamment sous l'angle du concept de sécurité et de solidarité régionale durant la crise indochinoise et la période de guerre froide. Ensuite, nous analyserons la situation à partir de la fin de la guerre froide jusqu'aux crises actuelles qui menacent la région, notamment la crise financière, la crise politique et celle de l'environnement.

Partie 1 : Rapports de force et équilibre de l'Asie du Sud-Est à travers la décolonisation

1.1 : L'évolution de l'Asie du Sud-Est (à partir de l'époque de la colonisation jusqu'à la création de l'ASEAN)

1.1.1 : La géographie

L'Asie du Sud-Est est composée de dix pays. La région est située entre le monde chinois et le monde indien, s'y rattachant tout en s'en dégageant. Le Sud-Est asiatique représente l'aboutissement de l'Asie, son extrémité au contact du monde tropical et océanique. Mais c'est aussi un lieu de convergences, un carrefour, une synthèse de l'Asie : une synthèse qui est à la fois l'occasion d'une transition ou plus exactement d'une poursuite de l'Asie au-delà du domaine continental. L'Asie du Sud-Est est partagée en deux zones, l'une qui s'attache au continent et qui en porte les marques, l'autre qui s'en éloigne, qui s'éparpille dans le domaine océanique. Mais de telles aires, continentale et insulaire, demeurent partenaires dans la constitution de cette région centrale que représente l'Asie du Sud-Est. Une région qui se définit tout autant par sa localisation aux confins de l'Asie, en situation de carrefour et de transition entre deux hémisphères, que par sa position de centre, d'axe ou de pivot, entre deux océans, entre masse continentale et dispersion océanique, entre l'Asie et l'Australie.



Figure 2 : La carte de la région de l'Asie du Sud-Est et ses voisins

D'un côté la Birmanie, la Thaïlande, le Cambodge, le Laos et le Vietnam rassemblent, sur près de 2.000.000 de km² de terres continentales, soit un peu plus de 40% du total pour la région, 212,7 millions d'habitants (en 1998), soit quelque 40% de sa population. De l'autre, les Philippines, l'Indonésie, Brunei, Singapour et la Malaysia rassemblent 288,1 millions de personnes sur plus de 2.500.000 de km² de terres essentiellement insulaires.

Pays	Superficie en km²	Population en millions	Densité habitant/km²
Birmanie	676.577	46,4	69
Brunei	5.675	0,35	62
Cambodge	181.035	11,5	64
Indonésie	1.919.317	200	104
Laos	236.800	4,9	21
Malaisie	329.758	22,18	67
Philippines	300.000	61,7	206
Singapour	647,8	3,87	5974
Thaïlande	513.115	78	152
Vietnam	331.700	71,9	217
Total	4.494.624,8	500,8	111

Tableau 1 : Les Etats de l'Asie du Sud-Est et leurs populations en 1998

Dans le cadre de l'importance du théâtre maritime, les détroits qui relient la mer de Chine du Sud et l'océan Indien, aussi que la mer de Chine du Sud elle-même, sont deux endroits géographiques clés dans la région de l'Asie Pacifique. A cet égard, la région de l'Asie du Sud-Est peut être considérée comme un grand archipel avec plusieurs petite îles et ports reliés à chacun par l'étendue de la mer. Il y a seulement cinq routes maritimes à travers ces chaînes des îles, c'est-à-dire les détroits de Malacca, de Lombok, d'Ombai-Wetar, et de Makassar. Ces détroits sont les portes entre la mer de Chine du Sud et l'océan Indien. Globalement, le volume de commerce maritime en mettant en œuvre ces détroits devrait augmenter de sept pour cent par an. Le dr. Henry KISSINGER a remarqué qu'il s'attendait à ce que le commerce de l'Asie Pacifique compte pour soixante-dix pour cent dans le commerce mondial en 2020². La mer de Chine du Sud, en s'étendant sur 1.800 miles de Sumatra à Taiwan, représente aussi les « lignes de communications maritimes » qui sont importantes pour plusieurs pays. Par ailleurs, il y a aussi des ressources naturelles potentielles qui peuvent être exploitées.

1.1.2 : L'époque de colonisation

A l'exception de la Thaïlande, tous les pays de l'Asie du Sud-Est ont été colonisés jusqu'à la deuxième moitié de ce siècle. L'époque de la colonisation de l'Asie du Sud-Est a commencé au cours du seizième siècle lorsque le Portugal a pris possession de Malacca (qui est désormais une région de la Malaisie). Il a marqué le commencement d'une expansion commerciale dans la région. Ensuite, les Espagnols ont étendu leur puissance coloniale aux Philippines de 1571 à 1898, puis ont dû abandonner le territoire aux Américains. Les Néerlandais ont battu les Portugais en Indonésie en 1602 et ont établi leur puissance coloniale sur ce territoire. La Grande-Bretagne a fondé Singapour en 1819 et par la suite a imposé son

² Barrie, C. 1998, « Surface Operations in Tomorrow's Asia Pacific », *Sea Power in the New Century* », Australian Defence Studies Centre, Canberra, Australia, January 1998, pp. 137.

autorité sur la Malaisie, la Birmanie et le Brunei. Quant à l'Indochine, les Français ont colonisé le Vietnam en 1859, le Cambodge en 1863 et le Laos en 1884.

Le découpage des frontières (et plus largement le cadre territorial étatique) a donc été hérité des colonies, suivant des critères arbitraires qui reflètent plus la carte de leurs rapports de force que celle des populations régionales³. En traçant des frontières, les Européens voulaient introduire l'ordre et la stabilité dans la région : ils n'ont cependant pas suffisamment tenu compte des facteurs humains, ce qui amène à s'interroger sur la légitimité et l'intangibilité de ces frontières administratives. Les Etats d'Asie du Sud-Est portent en eux cette contradiction originelle. L'interaction dynamique de ces flux humains transfrontaliers et leurs affinités seront plus tard perçues comme une menace permanente à la souveraineté des Etats. Ce problème suscite deux réflexions : ces Etats artificiellement créés vont rencontrer des difficultés à intégrer un système international dont la norme est le recouvrement de l'Etat et de la nation ; l'artifice ne sera maintenu qu'avec le recours à un gouvernement fort et l'allégeance à un père unificateur.

1.1.3 : La décolonisation

Les puissances coloniales ont perdu leur crédibilité lorsque le Japon s'est imposé dans la région durant la Seconde Guerre mondiale. L'intermède nippon a servi de catalyseur dans le processus de rejet des Européens et, par effet simultané, à la prise de conscience de l'identité régionale. C'est en 1941 que Tokyo décide de prolonger la guerre en Asie du Sud-Est et d'établir une « sphère de co-prospérité ». Dans cette perspective, le Japon encourage les mouvements d'émancipation, proclame l'indépendance nationale en Birmanie, aux Philippines et en Malaisie.

Après la Seconde Guerre mondiale, avec le départ des Japonais, les maîtres coloniaux ont essayé de reprendre leur autorité mais les désirs d'indépendance dans la région ont rendu inopérants les efforts d'Ouest. Les Américains ont donné l'indépendance formelle aux Philippines le 4 juillet 1946 mais ils ont maintenu une relation spéciale entre eux, qui est connu comme « l'association spéciale ». Celle-ci a inclus des liens économiques et de sécurité. De cette manière les Américains ont pu exercer leur influence sur la région. Pour la Birmanie, l'indépendance a été accordée par la Grande-Bretagne le 4 janvier 1948. L'Indonésie a gagné son indépendance le 27 décembre 1949, après que les Néerlandais aient échoué dans la reconquête des îles périphériques et ont été finalement battus par SUKARNO à Java et à Sumatra (qui sont les îles principales). En Malaisie et Singapour, les priorités britanniques immédiatement après la deuxième guerre mondiale ont été de rétablir leur commerce et leurs routes maritimes dans le détroit de Malacca. Pourtant, les tensions raciales entre les Chinois et les Malais ont limité gravement la liberté d'action de la Grande-Bretagne jusqu'à ce que le sultanat de Malaisie ait obtenu l'autorité de gouverner le territoire. La Malaisie a gagné son indépendance en août 1957. En juillet 1963, la fédération de Malaya, y compris la péninsule de la Malaisie, Singapour et Bornéo (y compris Sabah et Sarawak) a été créée. Cependant, les émeutes raciales entre les Chinois et les Malais dans plusieurs parties de la Malaisie et Singapour ont conduit la Malaisie à accorder l'indépendance à Singapour en 1965, de peur que la domination chinoise à Singapour puisse remettre en cause l'équilibre entre les différentes ethnies de la fédération. Dans ces conditions, Singapour a gagné son indépendance le 8 août 1965. Le Vietnam a proclamé son indépendance pour la première fois le 9 mars 1945 mais n'a pas été reconnu par la France. La guerre a éclaté entre la France et

³ Sophie BOISSEAU DU ROCHER, « L'ASEAN et la Construction Régionale en Asie du Sud-Est », L'Harmattan, 1998, pp 40.

les forces de Ho Chi Minh au Vietnam. Avec le soutien de la logistique et des troupes chinoises (depuis le début l'année 1950), la France n'a pas été capable de gagner cette guerre. Finalement, le 7 mai 1954, le Vietnam a été divisé en deux parties ; les forces de Vietminh ont contrôlé le Nord, alors que la France a laissé les Américains prendre sa relève au Sud.

La période coloniale s'achève dans la violence (dans le cas du Vietnam et de l'Indonésie) ou dans la négociation (pour le cas des Philippines et la Malaisie), mais son impact sur les structures sociales, politiques, voire économiques est partout durable. Au lendemain de la décolonisation, la base sociale des Etats est faible ; les processus d'unification sont artificiels tant les alliances entre les diverses tendances politiques (des acteurs religieux aux partis communistes) sont opportunistes et ne résistent pas aux intérêts que chaque groupe compte défendre par la suite. La transition politique n'a pas été accompagnée d'une évolution sociale en profondeur et les clivages demeurent. En outre, les Etats d'Asie du Sud-Est ont peu d'éléments communs susceptibles de les rapprocher, pas de référence historique régionale à partager. Ils sont détachés les uns des autres, absorbés par leurs problèmes internes et peu préoccupés par l'avancement de la coopération. La contiguïté territoriale n'est pas en soi un facteur unitaire suffisamment puissant. Les solidarités s'inscrivent en priorité dans un cadre vertical : la Malaisie et Singapour adhèrent au Commonwealth et s'engagent dans un traité de défense avec la Grande-Bretagne (l'AMDA, Anglo-Malayan Defence Agreement), les Philippines sont liées par de multiples accords aux Etats-Unis. Seule l'Indonésie rejette l'association avec l'ancienne métropole ; ses ambitions ne se cantonnent pas pour autant en Asie du Sud-Est comme l'atteste son rôle central dans la formation du mouvement des Non-alignés. Partout, les liens avec l'extérieur, et une dépendance économique très pesante, détournent ces Etats d'un quelconque projet régional. Ce seront les retombées internes immédiates, et d'abord la nécessité pour chacun des dirigeants de compter des alliés supplémentaires pour neutraliser les forces de déstabilisation qui menacent leur pouvoir, qui les rapprocheront durablement.

1.1.4 : La création de l'ASEAN

L'ASEAN n'a pas été la première tentative de coopération régionale en Asie du Sud Est. Plusieurs efforts ont été faits avant 1967. Par exemple, la Conférence d'Afro-Asiatique qui était dirigée par l'Indonésie en avril 1955. C'était une tribune pour les nouveaux pays indépendants en développement en Asie et Afrique avec l'objectif de revendiquer des voix dans les affaires internationales. Un autre exemple était l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (SEATO) créée en 1965. C'était une association régionale dirigée par les Etats-Unis pour contrer les communistes, dont le statut de membre de l'Asie du Sud-Est a attiré seulement la Thaïlande et les Philippines. Puis en 1966, une autre tendance à un groupement pour contrer le communisme pendant l'augmentation de la participation américaine en Indochine a été la création du Conseil de l'Asie Pacifique (ASPAC), mais aussi a échoué dans sa volonté à réunir des pays de la région. Ces tendances, cependant, n'ont pas été purement régionales puisque toutes ont inclus des pays aux extérieurs de l'Asie du Sud-Est. L'objectif de ces groupements régionaux a été essentiellement d'établir une coopération économique et de sécurité, mais celle-ci dépendait profondément du soutien des pays occidentaux. Donc, ces groupements n'ont pas été durables. En outre, les pays de l'Asie du Sud-Est dans les années 1960 ont été plus préoccupés par les menaces internes après leur indépendance que de dépenser des efforts pour une coopération régionale.

Il y a eu deux tendances importantes au groupement régional : l'Association de l'Asie du Sud-Est (ASA – Association for Southeast Asia) et le MAPHILINDO (qui était une

association entre la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie). Bien qu'aucune n'ait duré bien longtemps, ces groupements qui précéderent l'ASEAN ont été importants. Pour la première fois, les deux groupements ont eu leurs statuts de membre limités seulement aux pays en Asie du Sud-Est, et ont été créés par les initiatives régionales pour les questions globales. L'ASA a été créée en 31 juillet 1961 avec la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande. Il a été fondé par le Premier ministre de la Malaisie Tunku Abdul Rahman après que la Malaisie soit devenue indépendante. Il a introduit l'idée d'une coopération régionale pour combattre les opposants communistes. Pendant les discussions informelles avec le président des Philippines à Manille en janvier 1959, ils s'étaient accordés sur un traité d'amitié et d'économie en Asie du Sud-Est. Aux côtés du ministre des affaires étrangères de la Thaïlande, les trois pays se sont accordés sur la création de l'ASA comme une association légère en insistant sur la coopération économique. Bien que l'ASA n'ait pas renforcé le domaine de la sécurité, ses buts de développement économique ont eu pour intention de contrer le communisme. Pour cette raison, l'Indonésie qui était une nation non-alignée, et aussi l'Indochine, ne sont pas entrées dans l'ASA. En outre, les trois pays de l'ASA se sont alignés sur le bloc occidental pour leurs défenses : la Thaïlande et les Philippines ont été les alliées des Etats-Unis, et la Malaisie s'est engagée dans un traité de défense avec la Grande-Bretagne (l'AMDA, Anglo-Malayan Defence Agreement).

L'ASA a été interrompu durant la dernière partie de l'année 1963 à la suite de la dégradation des relations diplomatiques entre la Malaisie et les Philippines à cause des revendications de Manille sur Bornéo Nord (actuellement Sabah, qui est entré dans la fédération de la Malaisie en septembre 1963) en se basant sur le motif que Bornéo Nord a été soumis au sultanat de Sulu, qui était un sultanat ethnique des Philippines. L'ASA est restée endormie durant la période de la confrontation⁴ entre la Malaisie et l'Indonésie. L'association a continué à exister en nom jusqu'au coup d'état en Indonésie en octobre 1965.

Le déclin de l'ASA coïncide avec le développement d'une « Confédération malaise » parmi les trois états malais, c'est-à-dire la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines. La MAPHILINDO a été établie durant une conférence entre les trois parties à Manille en juillet 1963. La conférence a permis aux dirigeants des trois états de discuter des perspectives différentes de création de la fédération de Malaisie, y compris la Malaya, Singapour, Sarawak et Sabah. La MAPHILINDO a été essentiellement un sujet supplémentaire à ces discussions, suggérée par le Président des Philippines, et a été accepté en tant que tel par la Malaisie et l'Indonésie, principalement pour annuler les différences entre les trois états sur la fédération de Malaisie. Cependant les relations entre la Malaisie et l'Indonésie ses sont aggravées à cause de la « Confrontation » et ainsi la MAPHILINDO n'a pas vu le jour. Etant donnée les circonstances et l'appel rhétorique, la MAPHILINDO n'est jamais devenue une organisation importante de la région.

La dernière moitié des années 1960 a commencé avec une répétition de crises qui ont troublé les relations entre les nations de l'Asie du Sud-Est. De nombreuses tensions inter-étatiques sont intervenues entre la Malaisie et Singapour sur les oppositions dans le domaine de politique commune et économique. Cette tension a conduit à la séparation de Singapour de la fédération de Malaisie en août 1965. La Thaïlande, à l'extérieur des conflits externes généralement, a souvent eu des problèmes frontaliers avec la Malaisie, à d'occasion de la lutte

⁴ Dans l'histoire récente, il y a eu un conflit sérieux dans les années 1962 – 1965, qui s'appelle « Confrontation », où l'Indonésie sous Sukarno a lancé la campagne « Ecraser la Malaisie » pour s'opposer à l'existence du nouvel Etat. La raison principale pour cette action était la situation économique et politique grave en Indonésie et l'intention de Sukarno était de détourner l'attention du peuple vers l'extérieur.

contre les opposants communistes qui existent sur la frontière entre la Malaisie et la Thaïlande. Pour les Philippines, elles sont restées inflexibles sur sa revendication sur Sabah. Quant à l'Indonésie, elle était en train d'écraser la Malaisie par la politique de la « Confrontation ». Il était clair qu'un réel groupement régional pouvait stabiliser la situation. L'année 1966 a vu une nouvelle chance pour un tel groupement. Après un coup d'état limité en Indonésie en octobre 1965, le nouveau régime sous la direction de SUHARTO finalement a décidé d'arrêter la confrontation et a lancé la coopération régionale. En 1966, l'Indonésie et la Malaisie se sont finalement accordés pour arrêter les hostilités entre eux après l'Accord de Bangkok. Aux Philippines, l'élection d'un nouveau président, Ferdinand MARCOS, a été marquée par une politique qui a fait passer au second plan sa revendication sur Sabah. Les efforts ont été faits rapidement de la part des dirigeants pour renouveler les coopérations. L'ASA a été rétabli. Cependant, Jakarta n'a pas voulu une association comme l'ASA, en préférant la création d'une nouvelle organisation qui aurait embrassé tous les pays de l'Asie du Sud-Est. Après les discussions préliminaires, une réunion a été organisée à Bangkok le 8 août 1967, au cours de laquelle la Déclaration de Bangkok a été adoptée par le Vice-Premier ministre de la Malaisie et les ministres des affaires étrangères de l'Indonésie, des Philippines, de Singapour et de la Thaïlande. L'Association de Nations de l'Asie du Sud-Est (ou l'ASEAN) a été ainsi établie. Dans la déclaration, les pères fondateurs ont défini les trois buts de l'ASEAN comme étant :

1. *D'accélérer le développement économique, le progrès social et le développement culturel dans la région par le biais de tentatives conjointes dans un esprit d'égalité et de partenariat afin de renforcer les bases d'une communauté des Nations du sud-est asiatique prospère et pacifique ;*
2. *De promouvoir la paix et la stabilité dans la région en respectant la justice et en se conformant aux règles du droit dans les relations entre les pays de la région et en adhérant aux principes de la Charte des Nations unies ;*
3. *D'instaurer une collaboration active et une assistance mutuelle pour des affaires d'intérêt commun dans les domaines économique, social, culturel, technique, scientifique et administratif ;*

L'essence de l'ASEAN transparaît bien dans l'énumération de ces principes dont l'alchimie, variable selon les circonstances et donc propre à l'Association, a permis la mise en place d'un cadre de réconciliation, de communication, de coopération et d'exposition. L'ASEAN travaille sur le faisable, pas sur l'impossible : à cette fin, elle a développé des principes simples et clairs, capables d'être adaptés à toutes sortes de réalités.

Il est très clair dans la Déclaration de l'ASEAN que « l'Association est ouverte à tous les pays de l'Asie du Sud-Est en adhérant aux buts, principes et objectifs sus mentionnés ». Le seul critère est géographique. « Bien que l'ASEAN représente la majorité du peuple de cette région, nous, en tant que membres, devons encore une fois admettre qu'elle n'est pas pleinement représentative de l'Asie du Sud-Est. Dans les mois et les années à venir, orientons nos activités dans le réel esprit de l'ASEAN pour renforcer bonne foi, compréhension, amitié et pour obtenir des résultats concrets. De cette façon, nous pourrions montrer à nos amis qui ne sont pas ici avec nous aujourd'hui qu'en dépit des difficultés et hésitations initiales qu'ils pourraient avoir, leur association avec nous serait réellement bénéfique à notre région de l'Asie du Sud-Est »⁵. Théoriquement, l'ASEAN doit pouvoir accueillir la Birmanie, le

⁵ Discours de clôture de Tun Abdul Razak à la conférence de Bangkok du 8 août 1967, *Foreign Affairs Bulletin*, (Bangkok), avril – mai 1968, pp. 422.

Cambodge, le Laos et le Vietnam (à l'époque divisée en Nord Vietnam et Sud Vietnam). Le Sud Vietnam a postulé en 1969 mais en raison de la situation politique interne instable et de la guerre en cours, il s'est heurté au veto de Singapour. Soucieux néanmoins de ne pas paraître comme un groupement anti-communiste, ils autorisent jusqu'en 1975 des observateurs laotiens, cambodgiens et sud-vietnamiens à assister aux conférences ministérielles annuelles. Après la première réunion au Sommet à Bali en février 1976 et la signature du Traité d'Amitié et de Coopération, une des conditions requises pour faire une demande d'adhésion sera d'avoir signé ce document.

Le 7 janvier 1984, après des négociations faciles et rapides, le sultanat de Brunei devient le sixième membre de l'ASEAN : si le critère est d'abord géographique (Brunei est situé dans l'île de Bornéo qui rassemble aussi des provinces de Malaisie et d'Indonésie), les arguments politiques et économiques ne sont pas absents des considérations des cinq partenaires⁶ (4). Le Vietnam et le Laos signent en juillet 1992 le Traité d'Amitié et de Coopération et s'engagent à une libéralisation de leur commerce. Ils obtiennent ainsi le statut d'observateur. L'adhésion du Vietnam à l'ASEAN corrobore l'hypothèse développée : peu importe la dynamique des régimes internes, peu importe que la direction vietnamienne soit communiste, l'engagement de non-ingérence est toujours d'actualité si chaque membre est clair sur les objectifs poursuivis, à savoir « l'accélération du développement économique, du progrès social et du développement culturel ». En juillet 1995, c'est au tour du Cambodge de signer le Traité d'Amitié et de Coopération, puis de la Birmanie (en juillet 1996). Le Laos et la Birmanie deviennent membres à part entière en juillet 1997 au sommet ministériel de Kuala Lumpur. Le Cambodge, en raison de l'instabilité politique interne après le coup de force du « second Premier Ministre » Hun Sen, voit son adhésion reportée. Malgré tout, l'adhésion du Cambodge a été finalement au lieu en avril 1999, ainsi unifiant tous les pays de l'Asie du Sud-Est.

Pays	PNB (Md\$)	PNB/Habitant (\$)	L'année d'entrée dans l'ASEAN
Birmanie	41,40	924,0	1997
Brunei	4,40	15 714,0	1984
Cambodge	3,00	270,0	1999
Indonésie	200,20	980,0	1967
Laos	1,70	350,0	1997
Malaisie	81,60	3 890,0	1967
Philippines	77,00	1 050,0	1967
Singapour	93,50	26 730,0	1967
Thaïlande	164,60	2 740,0	1967
Vietnam	18,02	240,0	1995

Tableau 2 : Les chiffres de l'économie et l'année d'entrée dans l'ASEAN pour les Etats de l'Asie du Sud-Est (sources : FMI 1997 chiffres d'économie)

⁶ Pushpa Thambipillai, « Brunei in ASEAN : the Viable Choice ? », *Southeast Asian Affairs*, Singapour, ISEAS, 1982, pp. 105.

1.2 : La crise indochinoise et la période de la guerre froide

1.2.1 : L'évolution de la crise indochinoise

Le facteur le plus crucial, qui a affecté la sécurité régionale en Asie du Sud-Est dès 1970 jusqu'aux années 1990 a été la crise indochinoise. Ironiquement, elle était aussi la raison principale pour laquelle l'ASEAN a pu gagner une reconnaissance internationale lorsque le conflit a été résolu en 1991.

Après la première crise indochinoise dans laquelle on a vu la séparation du Vietnam en deux parties en 1954, la deuxième crise indochinoise est intervenue en 1959, lorsque les Nord-Vietnamiens ont décidé d'unifier le pays. Dès 1959 à 1964, le Nord-Vietnam a infiltré plus de 30.000 hommes au Sud Vietnam et a prétendu guider ses voisins dans leur lutte d'émancipation révolutionnaire.

Les Américains, soucieux de "l'effet de domino" d'une victoire des Nord-Vietnamiens, soutiennent les autorités à Saigon (le capital du Vietnam du Sud) qui s'alignent sur les décisions de Washington. Que ce soit le Laos à la fin des années 1950, le Cambodge au début des années 1960 (en dépit de sa "politique de neutralité") ou le Vietnam du Sud on l'a vu, tous ces pays sont soumis à une subversion communiste, organisée de Hanoi mais alimentée par Moscou et Pékin. La Thaïlande s'inquiète d'une éventuelle contagion (la sécurité de ces quatre Etats est étroitement imbriquée) et Thanat KHOMAN (le premier ministre de la Thaïlande durant cette époque) effectue en mars 1962 un voyage à Washington où il obtient l'assurance du soutien militaire américain. En 1964, la deuxième guerre d'Indochine commence formellement mais l'envoi des premiers contingents anti-subversifs américains date du tout début des années 1960 et les bases en Thaïlande sont déjà bien rôdées aux multiples exercices. Pendant près de 10 ans, la région sera polarisée autour de ce conflit ; au plan interne comme externe, le communisme a certainement consolidé l'identité régionale.

Après quatre années de combat, des négociations s'ouvrent le 25 janvier 1969. Henry Kissinger parvient à un accord avec Le Duc Tho le 23 octobre 1972, sans réussir toutefois à mettre définitivement fin aux bombardements. Quelques semaines plus tard, les accords de Paris (27 janvier 1973) prévoient que la réunification se fera par étapes. Le retrait des dernières forces américaines s'achève en avril 1973. Cependant, la pression militaire du Nord ne se relâche pas sur un Etat isolé. Saigon tombe le 30 avril 1975 et devient Ho Chi Minh Ville : "le droit du peuple sud-vietnamien à l'autodétermination" auquel la Maison Blanche semblait tenir, n'a pas résisté face à la détermination du Nord.

Au Laos et au Cambodge, la situation se dégrade vite, au rythme des spasmes vietnamiens, les deux pays étant incapables de s'isoler des bouleversements qui s'opèrent chez leur voisin. En mai 1975, les forces nord-vietnamiennes sous le commandement du Pathet-Lao envahissent le Laos, prend le pouvoir à Vientiane (la capitale du Laos) en août et dissout le gouvernement d'union nationale en décembre : la République populaire démocratique du Laos est créée.

Au Cambodge, l'instabilité a fini par gagner le pays : le prince SIHANOUK, partisan d'une politique de neutralité impossible, est renversé en mars 1970 par le général Lon Nol, conseillé par les Etats-Unis. Réfugié à Pékin, le prince organise la résistance "aux traîtres d'extrême droite". Conséquence logique, l'armée vietnamienne décide de soutenir les quelques 4,000 guérilleros communistes cambodgiens, baptisés par SIHANOUK "Khmer

rouges”. La guerre civile affaiblit un peu plus un pays sans autorité. Pendant cinq ans, le pays est soumis à une lutte fratricide à laquelle la chute de Saigon mettra fin par effet de ricochet. Privé du soutien du Vietnam du Sud et par conséquent des Etats-Unis, le régime de Lon Nol est incapable de s’imposer. Le 17 avril, les Khmers Rouges entrent dans Phnom Penh. Lon Nol s’enfuit et le prince SIHANOUK revient au pouvoir. Il abdique en avril 1976. Pol Pot prend les rênes du pays. Le doublé est d’autant plus déstabilisant qu’il est synchronisé. Sous le leadership de Pol Pot, le Khmer Rouge veut faire du pays un pays agricole. Les citoyens des villes sont enlevés et sont forcés à se grouper en fermes collectives. L’expérience a été une catastrophe économique et humanitaire. Le pays a connu la famine. Ceux qui ont été soupçonnés d’être des opposants au régime ont été éliminés. Plus de deux millions de personnes ont été exécutées, sont mortes de faim ou de maladie sous le Khmer Rouge. Le discours khmer devient de plus en plus agressif à l’égard du voisin vietnamien et plus dépendant de l’idéologie maoïste. Pendant l’hiver 1977, les incursions khmères s’intensifient. La Chine, qui dénonce l’hégémonie vietnamienne, prend parti pour les troupes de Pol Pot. A partir du printemps 1978, les autorités vietnamiennes décident de maîtriser ce voisin turbulent qui, s’il autorise l’accès de son sol aux troupes chinoises, permettra un encerclement total de son propre territoire. Les Vietnamiens recrutent des réfugiés communistes opposés à Pol Pot et les regroupement en décembre 1978 dans le Front uni du Salut national (FUNSK). A la fin du mois, ce sont ces groupes qui accueillent les 180.000 soldats vietnamiens venus “libérer les frères cambodgiens du joug khmer rouge”⁷. Les impératifs de sécurité ont triomphé, par théâtre interposé, des Chinois. Avec le Laos, un traité d’Amitié et de Coopération est signé pour une durée de 25 ans le 18 juillet 1977. Cependant une résistance s’organise face à l’occupation illégale du Cambodge dont Hanoi a sûrement sous-estimé la virulence (côté chinois) et la ténacité (côté ASEAN) : le binôme est prêt à engager une guerre d’usure avec Hanoi. La vietnamisation de l’Indochine est bien en route, mais Pékin n’acceptera jamais la constitution d’une hégémonie régionale à ses frontières.

1.2.2 : La réaction de l’ASEAN (1978 – 1989)

La famille ASEAN a été divisée sur la question de l’invasion vietnamienne. Certains de ses membres se sont félicités de l’intervention du Vietnam qui balayait le terrible régime en place à Phnom Penh. D’autres, notamment la Thaïlande, ont mis en doute les mobiles et les objectifs du Vietnam, et ont estimé que, sous couvert d’une intervention humanitaire, ce dernier cherchait à créer une fédération indochinoise sous son hégémonie. En fin de compte, la famille ASEAN a accepté de se rallier à la position du voisin concerné, la Thaïlande, et de s’opposer à l’invasion et à l’occupation du Cambodge par le Vietnam.

A partir de 1979 donc, l’ASEAN met en œuvre une stratégie de diplomatie collective qui consiste à utiliser toutes les tribunes internationales pour alerter l’opinion internationale et refuser le fait accompli au Cambodge. Forte de l’appui des grands acteurs internationaux, l’ASEAN a ensuite utilisé les tribunes onusiennes comme un amplificateur pour y lancer sa grande offensive diplomatique qui réussira quand même à faire du Vietnam un Etat paria pour ne pas avoir respecté les normes qui sous-tendent l’ordre régional. A l’ONU, l’objectif de l’ASEAN est d’empêcher que le siège du Cambodge soit occupé par un représentant du régime d’Heng Samrin ou qu’il reste vide. L’Association va être ainsi amenée à maintenir sa reconnaissance au régime de Pol Pot et soutiendra la représentativité du Cambodge démocratique. L’ASEAN est ici fidèle à ses principes : non-ingérence dans les affaires

⁷ Depuis 1978, les Khmer Rouges avaient combattu contre les gouvernements cambodgiens consécutifs. Cependant certaines factions dans le mouvement ont commencé à passer au gouvernement dès 1996, quittant seulement les gens dans le Nord à combattre la lutte. Cette lutte est finie en décembre 1998.

intérieures des autres Etats (elle ne porte pas de jugement sur les atrocités perpétrées par les Khmers Rouges) et respect des frontières (son argument de fond concerne l'occupation illégitime du Cambodge). Le lobbying est efficace : en septembre 1979, l'Assemblée générale reconnaît le Kampuchéa démocratique comme seul représentant légitime à 71 voix pour, 35 voix contre et 34 abstentions. Le vote est renouvelé en 1980 et 1981. En octobre 1981, l'ASEAN recommence son lobbying pour inscrire la question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. La résolution 36/5/1981 réclamant "le retrait des troupes étrangères et l'autodétermination du peuple khmer" ainsi qu'un règlement politique au conflit est confortablement votée. Au fil des années, les résolutions de l'ASEAN remportent un succès croissant, octroyant à l'Association un rôle de premier plan. En juillet 1988, l'Indonésie invite les 4 factions khmères de la coalition avant d'élargir les discussions au Vietnam, Laos et autres Etats de l'ASEAN. Ces rencontres ont certainement contribué au dénouement d'une solution politique même si leurs résultats n'ont pas été suffisants pour débloquer certains nœuds. Elles ont en tout cas permis au Vietnam de se dégager du borbier cambodgien sans perdre la face et d'amorcer le processus de réconciliation avec l'ASEAN. Entre 1988 et 1989, le rythme des visites s'accélère et le ministre des Affaires étrangères vietnamien déclare que "à présent, la situation en Asie du Sud-Est est pleine de promesses". L'Australie propose dès novembre 1989 de confier à l'ONU la charge d'administrer le Cambodge en attendant la tenue d'élections générales. Les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité, qui se réunissent pour la première fois à Paris au milieu janvier 1990, développent ces propositions en reprenant les thèmes soulevés par l'ASEAN (retrait complet des forces étrangères et vérification de l'ONU, tenue d'élections libres et équitables...). L'ASEAN poursuit sa stratégie de réconciliation en accueillant à Bangkok les rencontres entre le prince Sihanouk et le Premier ministre Hun Sen. Ces diverses initiatives diplomatiques sont productives. L'ASEAN obtient ce pour quoi elle se battait depuis 1979 : l'armée vietnamienne se retire du Cambodge à partir de septembre 1990.

1.2.3 : La période de la guerre froide entre l'URSS et les Etats-Unis

Après l'invasion du Cambodge en 1978, la région a été divisée en deux blocs ; d'un côté, le bloc pro-occidental (les régimes autoritaires à économie de marché regroupés dans l'ASEAN), de l'autre, le bloc communiste sous la férule vietnamienne, elle-même entretenue par Moscou. En décembre 1978, un mois après la signature du Traité d'Amitié soviéto-vietnamien, l'accord américano-philippin sur les bases militaires de Clark et de Subic a été pris. On compare le soutien du Vietnam par Moscou (le chiffre de 6 millions de dollars par jour est annoncé en 1982) et le soutien inconditionnel du régime Marcos par les Etats-Unis. Quand les incursions vietnamiennes en territoire thaï se renouvellent, les Américains s'engagent à soutenir leur allié : le mémorandum signé le 4 octobre 1985 entre le Secrétaire d'Etat à la défense Casper WEINBERGER et le Premier ministre PREM précise les conditions d'un soutien américain en temps de paix, de crise et de guerre. En ce sens peut-être, et d'une façon exogène, l'Asie du Sud-Est devient un champ de rivalités "synchronisées" : quand une grande puissance recule, l'autre essaie d'avancer.

La course à la suprématie s'étend évidemment au domaine militaire ; elle est caractérisée par un activisme sans précédent dans la région. La flotte soviétique du Pacifique, qui venait au dernier rang dans les années 1960 après les trois flottes des mers européennes, est, au milieu des années 1980, la plus moderne et la plus puissante avec 40% du tonnage global et deux des trois porte-avions actuellement en service. Aux Etats-Unis, la même tendance est perceptible. Chaque camp a ses alliés, ses clients. Les Américains expliquent leur réengagement en raison de la mise en service de nouveaux bâtiments de guerre soviétiques, et

les Soviétiques affirment s'inquiéter des ambitions chinoises rejoignant là les préoccupations locales. L'escalade entre attitude offensive et comportement défensif, entretenue de part et d'autre, maintient l'Asie du Sud-Est dans un état de tension permanent ; l'installation des premiers SS 20 en Asie soviétique au début des années 1980 et le stationnement des bombardiers stratégiques TU 22M à partir de 1985 font planer une menace nucléaire sur toute l'Asie du Sud-Est. Les Philippines, qui accueillent des bases américaines, s'inquiètent de devenir une cible prioritaire en cas de conflit Est / Ouest.

Les deux puissances s'obligent à maintenir un niveau très élevé d'engagement pour neutraliser les progrès de l'autre. Au milieu des années 1980, une multitude d'analyses sont réalisées sur cet espace de la guerre froide : on y évoque les luttes d'influences que s'y mènent les "super-puissances". Sheldon Simon analyse cette "corrélation des forces" comme une entente tacite entre l'URSS (côté terrestre) et les USA (côté maritime) afin que chacun puisse contrôler l'éventuelle progression de l'autre⁸. Peu d'auteurs ont noté que sur le terrain, la prudence et la modération des Soviétiques, comme des Américains, depuis l'occupation de 1979, infirme la thèse d'une "nouvelle guerre froide" et de l'escalade. L'assistance aux pays alliés est essentielle mais jamais aucun engagement direct n'est envisagé ; d'ailleurs, les troupes soviétiques n'ont pas bougé pendant l'hiver 1978 pour soutenir celles de l'allié vietnamien. L'ASEAN, dont la sécurité dépendait in fine des Américains, ne s'est donc jamais sentie réellement menacée par l'Union soviétique. Cette garantie conjoncturelle a enhardi l'organisation qui a alors mis à sa position médiane pour appliquer une stratégie d'accommodation tous azimuts.

La guerre froide existe et fait des remous jusqu'en Asie du Sud-Est mais il n'y a jamais eu la cassure Est / Ouest qu'on a connue en Europe où la carte géopolitique est figée pour 40 ans et l'ennemi désigné pour la même période. La grande différence avec le continent européen, et cette différence faussera toutes les analyses sur l'impact de la guerre froide en Asie, c'est qu'ici le jeu n'est pas bi-polaire mais au moins tripolaire car même durant l'alliance sino-soviétique, Pékin gardera son autonomie politique et ses contacts directs en Asie du Sud-Est. Avec l'intrusion de ce troisième pion et non des moindres, on n'est déjà plus dans une logique binaire : éviter l'alignement sur l'une ou l'autre puissance est désormais possible et les pays d'Asie du Sud-Est joueront avec dextérité de toutes les alliances et contre-alliances possibles au sein de ce triangle. Par ailleurs, à la guerre froide entre les Etats-Unis et l'Union soviétique s'ajoutent donc le schisme entre Moscou et Pékin, le rapprochement entre Washington et Pékin et la réinsertion progressive mais incontournable d'un quatrième partenaire dans le jeu régional, le Japon. Les combinaisons multiples et hétéroclites rendront beaucoup plus complexe le décryptage des faits. En Asie, le jeu n'est pas à somme nulle : ce que perd l'une des deux grands n'est pas forcément rattrapé par l'autre grand. Pour les membres de l'ASEAN, la question se pose dans les termes suivants : comment ne pas être absorbés par les remous de l'ordre international quand on a des voisins "géants" qui sont les principaux protagonistes de cet ordre ? Les lois de la pesanteur bipolaire n'ont pas fonctionné comme ailleurs et l'Association a pu mieux jouer des opportunités et des défis.

L'ASEAN prône une neutralité prudente mais militante et la modération dans la gestion des relations internationales. Ces fondements, fort bien mis à profit pendant le conflit indochinois pour éviter une polarisation excessive, se trouvent dès 1971 dans la proposition de ZOPFAN (Zone of Peace, Freedom and Neutrality) qui constitue la réponse ASEAN à la guerre froide. Entre leur perception et la réalité, les membres de l'ASEAN se sentent en effet

⁸ Sheldon Simon, "Superpower Cooperation in Southeast Asia" in Roger Kanet et Edward Kolodziej, *The Cold War as Cooperation*, Londres, Mac Millan, 1991, pp. 34.

bloqués, emprisonnés dans un système qui ne leur convient pas et dont ils devinent à terme toutes les nuisances pour leur développement. Or, par stratégie autant que par la ductilité de leur culture, ils ne souhaitent pas se laisser enfermer dans un décalage qui n'aboutit selon eux, qu'à une balkanisation prévisible, à un clientélisme dont ils seraient les prisonniers. La neutralisation offre une porte de sortie honorable à toutes ces questions. En outre, sur cette base nouvelle, la gestion de leurs relations avec les grandes puissances pourrait renforcer le régionalisme : "privés" de leur soutien, les partenaires se focaliseraient sur la coopération intra ASEAN. La ZOPFAN renforce en l'étayant le message de l'ASEAN : au premier niveau, l'indépendance les uns des autres, dans un souci d'harmonie qui permet à chacun de gérer comme il l'entend ses affaires intérieures : au second niveau, l'autonomie de la région par rapport aux acteurs extérieurs. En fait, un des objectifs de la ZOPFAN consiste bien à préserver l'identité nationale et régionale selon les mêmes règles que le concept de "vigueur nationale" développé par les Indonésiens.

La ZOPFAN apparaît comme un mécanisme approprié pour répondre aux défis et à la multi-polarité de cette fin de siècle. Il n'est plus besoin de s'aligner, ni de prendre position. En revanche, plus que jamais la région a besoin d'être unie et autonome. A la fois pour consolider l'Asie par rapport à l'extérieur et améliorer sa capacité de résistance face aux tentations uniformisantes de l'Occident et pour réduire les tensions et prévenir les conflits. Dans cette perspective, il semble qu'on puisse établir une trajectoire intéressante entre l'Indonésie et l'asiatisme (dont la Malaisie est un des plus ardents défenseurs) en passant, relais indispensables, par l'ASEAN et la ZOPFAN. Les mêmes thèmes de dignité nationale, de défense face au système ou aux valeurs imposées par « les puissances blanches » sont utilisés. La finalité est chaque fois la même : pour sortir des schémas de dépendance, il faut consolider les Etats et les relations inter étatiques « dans un esprit constructif de solidarité, de confiance et de responsabilité ». Si on retrace l'évolution des idées depuis 30 ans, on mesure la contribution asiatique au système international. Parfois contradictoires, parfois alambiquées, ces initiatives revendiquent toujours l'égalité⁹.

Partie 2 : L'émergence d'une solidarité régionale

2.1 : Le nouvel ordre mondial

Avec la fin de la guerre froide en 1989 et la résolution de la crise du Cambodge en 1990, la région de l'Asie du Sud-Est a été emportée dans le nouvel ordre mondial. La recomposition des forces est à l'œuvre sur ce théâtre. Sur tous les plans, on est entré dans une ère nouvelle des rapports américano-asiatique qui se manifeste par une relation plus équilibrée. La position dominante des Etats-Unis est remplacée par une coopération de type "horizontal". La croissance en Asie, et en Asie du Sud-Est en particulier, est suivie avec attention par les entreprises et les marchés américains ; à l'inverse, les économies locales subiraient le contrecoup d'un échec du plan Clinton. Les échanges entre les Etats-Unis et les pays de l'ASEAN ont triplé entre 1986 et 1993 pour atteindre 65 milliards de dollars. Sur le terrain stratégique, l'évolution est brutale depuis le retrait américain des bases philippines en 1992. La succession d'accords signés avec les pays voisins (Singapour, Indonésie, Malaisie et Brunei) ne remplace pas la portée militaire et symbolique de la structure d'accueil philippine. Sur le plan des idées, Washington s'oppose plus ouvertement aux pays de l'ASEAN avec une insistance politique qui irrite l'Association. Le débat sur les droits de l'homme et la démocratisation éloigne un peu les deux parties qui ne parviennent pas à

⁹ Sophie BOISSEAU DU ROCHER, « L'ASEAN et la Construction Régionale en Asie du Sud-Est », L'Harmattan, 1998, pp 205.

entamer un vrai dialogue de fond sur ces sujets, détaché des enjeux politiques. Il n'est pas neutre qu'une ASEAN plus assurée serve de plate-forme collective (par la promulgation d'une charte ASEAN des droits de l'homme en 1993) pour résister à ces attaques à la fois politiques et idéologiques. Les crispations que l'on note ici et la région nourrissent donc le discours régional sans réussir toutefois à le rendre consistant, ce qui montre en contrepoint, ses limites et nuit à la crédibilité de la réponse.

La caractéristique nouvelle qui ressort clairement des relations ASEAN-USA depuis la fin de la guerre froide, apparaît être le multi matérialisme grâce auquel l'ASEAN a gagné un pouvoir coopératif qui surprend ses détracteurs des années 1990. Dans les conditions de l'après guerre froide, une action unilatérale de Washington n'est plus guère envisageable ; les initiatives américaines en faveur de la stabilité régionale se déploient désormais dans des forums de coopération régionale qu'il s'agisse de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) ou de l'ARF (ASEAN-Regional Forum). Dans ces enceintes, les actions des pays de l'ASEAN apparaissent le plus souvent coordonnées : cette architecture apparaît plus appropriée pour défendre leurs intérêts mutuels qu'un système d'alliances verticales et bilatérales.

Pour parfaire cette réorganisation vers un échange mieux équilibré, les pays de l'ASEAN ont exprimé le souhait de relancer sur une base plus dense et plus régulière leurs liens avec l'Union européenne. L'incertitude américaine, l'imprévisibilité chinoise et les bouleversements russes lèvent des opportunités qu'il serait opportun d'exploiter par un partenariat plus étroit et étoffé. En tentant de renouveler et d'approfondir ses liens avec l'ASEAN, l'Europe peut espérer se remettre dans la course d'une coopération en Asie. Troisième partenaire commercial de l'ASEAN (le montant des échanges a quadruplé entre 1980 et 1995), l'Union européenne tente depuis le début des années 1990 (à la suite du dialogue diplomatique dense pour régler la question cambodgienne) d'y adjoindre un volet politique, voire stratégique au sein de l'ARF, plus substantiel¹⁰ : encore modeste (surtout si on le compare à l'influence américaine), celui-ci a néanmoins fait des progrès significatifs depuis le début des années 1990. Mais sur des sujets sensibles avancés par la Communauté comme la protection de l'environnement ou les droits de l'homme (le Parlement européen a imposé la règle de la conditionnalité), l'ASEAN se raidit. Pour sortir de cette relation heurtée que les dossiers birman (le Parlement européen décerne le prix Sakharov à Aung San Su Ki en 1991) et indonésien (le Portugal et les Pays-Bas continuent d'exercer une pression très soutenue à propos de Timor oriental) rendent sensible, l'idée d'un dialogue politique "élargi" est lancée par Singapour. Pour rééquilibrer les rencontres qui existent grâce à l'APEC entre les dirigeants asiatiques et américains, le Premier ministre GOH Chok Tong émet lors de son passage à Paris en octobre 1994 le projet d'un "pendant" Asie Europe. L'ASEAN y voit divers avantages dont celui de pouvoir poursuivre un dialogue politique qu'elle n'a pas réussi à obtenir de l'APEC. Le premier sommet euro-asiatique (ASEM, Asia-Europe Meeting) qui s'est tenu à Bangkok les 1^{er} et 2 mars 1995 est donc l'expression d'une alliance prête à se redéployer sur les nouvelles bases de l'après guerre froide. Sur ce théâtre, l'Association a su jouer des opportunités internationales pour se positionner dans le système international "à égalité" avec ses grands partenaires extérieurs.

La régionalisation asiatique est des données majeures de l'après guerre froide. Qu'il s'agisse d'un rapprochement conjoncturel ou d'un mouvement de fond plus sérieux, il constitue pour l'ASEAN une opportunité nouvelle dans l'histoire de la région : celle de pouvoir négocier sur des fondements plus équilibrés avec le Japon et surtout le grand voisin

¹⁰ Gerald Segal, "Getting serious about Asia-Europe Security Cooperation", *Survival*, vol 39 n1, printemps 1997.

chinois. Les motivations sont de plusieurs ordres qu'il faut bien distinguer. Il y a d'abord les enjeux économiques. Depuis le début des années 1980, les pays d'Asie orientale ont étoffé leurs liens économiques et financiers de manière suffisamment significative pour qu'on puisse évoquer aujourd'hui la formation d'un nouveau pôle dans un monde tripolaire dorénavant constitué de l'Asie orientale, de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. La régionalisation économique se justifie par la hausse ininterrompue des échanges et des investissements intra-zone mais aussi par la similarité d'un modèle de croissance qui rapproche les sociétés et incite les populations à travailler ensemble pour exploiter les synergies qui se manifestent entre pays aux différents niveaux de développement.

Il y a ensuite les enjeux de sécurité. Après les secousses systémiques d'Etats cloisonnés et sur la défensive, il est indispensable de mettre en place un espace de réconciliation régionale. L'ASEAN a été conçue après les vives tensions qui ont embrassé la région depuis 1962. Sans compter les traces de la rupture avec Singapour en 1965, la Malaisie avait été confrontée à l'hostilité des Philippines et de l'Indonésie. Une Indonésie ambitieuse dont on a montré combien les prétentions régionales étaient perçues comme la menace la plus importante contre la stabilité de chacun de ses voisins. L'ASEAN a constitué un instrument implicite pour neutraliser, encadrer les ambitions de ce petit géant régional. Dans la perspective d'un rapprochement asiatique produit par l'ASEAN, il semble pertinent de s'interroger à présent sur la gestion de l'incertitude chinoise. De la même façon que l'ASEAN a été en partie conçue comme un encadrement des ambitions indonésiennes, ne pourrait-on pas supputer que l'asiatisme aujourd'hui servirait aussi à contrôler l'évolution d'une Chine dont les soubresauts à la fois post-succession et pré-modernisation ne manqueront pas d'atteindre la stabilité de sa périphérie et de ce fait, la prospérité régionale ? N'est-ce pas là d'ailleurs, l'argument de poids qui inciterait Tokyo à s'intéresser de plus près à ce mouvement ?

Les tensions commerciales ou politico-stratégiques avec l'allié américain sont insuffisantes pour décider le Japon à adhérer aux discours ambiants. En revanche, les éventuelles vagues chinoises, par l'ampleur du désordre régional qu'elles entraîneront, constituent une motivation sensible pour Tokyo. Le Japon et l'ASEAN offriraient aux dirigeants chinois le même compromis que celui fait à l'époque à Suharto : aide économique, caution internationale mais interdépendance stratégique. Pour que Pékin accepte les termes de l'alliance (tacite ou formelle), la Chine doit être assurée que sa spécificité et son autonomie seront respectées. « L'ASEAN a démontré qu'une région aussi diversifiée que l'Asie du Sud-Est a réussi à devenir une communauté de sécurité »¹¹.

2.1.1 : La modernisation militaire

On peut constater que durant la période de nouvel ordre mondial, la plupart des pays asiatiques ont eu des programmes élaborés de modernisation militaire. Presque tous les pays en Asie du Sud-Est, sauf le Vietnam, avaient modernisé leur outil militaire. Des systèmes aériens modernes avaient été acquis comprenant les F-16, F-18, MIG-29 et *Tornados*, ainsi que des bâtiments navals sophistiqués (y compris les porte-avions, sous-marins, et les frégates armées de missiles, fournissant les capacités de défense aérienne, maritime, et terrestre). En 1995, par exemple, des armements ont été achetés pour une valeur supérieur à 9 milliards de dollars, soit plus que pour le Moyen-Orient¹². Bien que la plupart des pays du monde aient

¹¹ Sophie BOISSEAU DU ROCHER, « L'ASEAN et la Construction Régionale en Asie du Sud-Est », L'Harmattan, 1998, pp 243.

¹² « Asia's Arm-Trade Boom », *Foreign Report*, 7 mars 1996, London, pp. 3.

diminué leurs budgets de la défense après la guerre froide, les pays asiatiques au contraire ont dépensé beaucoup d'argent pour la modernisation de leur outil militaire. Cependant, cette augmentation du budget militaire régional doit être évalué dans le cadre d'une large perspective historique. Autrefois par exemple, les nations de l'Asie du Sud-Est ont été relativement sous-développées et donc ont eu des ressources limitées pour la défense. La croissance économique et les développements d'infrastructure ont été les priorités urgentes et on n'a pas eu beaucoup d'argent à dépenser pour la défense. De plus, la plupart des forces dans la région ont été configurées pour faire face aux guérilleros et les oppositions internes, et ainsi l'équipement des armées ont été limitées à des armements légers. Avec la fin des conflits idéologiques et les redditions de ces factions de guérilleros, et en même temps la diminution de la présence des Américains, il y a donc un besoin de réorienter les forces vers des guerres conventionnelles. La croissance soutenue après la période de la guerre froide avait permis les pays dans la région de moderniser leurs armées. L'acquisition des nouveaux systèmes d'arme a été un processus normal de remplacement des systèmes démodés.

2.1.2 : La mer de Chine du sud – une source de menace

En mer de Chine du sud, la fin de la guerre froide a créé un vide stratégique. Les Etats du littoral en ont profité pour reprendre leurs revendications sur les îles. Les querelles de souveraineté opposent huit des pays riverains, trois d'entre eux – Chine, Vietnam et Taiwan – ayant des prétentions sur l'ensemble. Les trois principaux enjeux comprennent les routes maritimes, les zones de pêche et les pétroles off-shore.

La mer de Chine du sud et les détroits clés en Asie du Sud-Est verrouillent les lignes maritimes vitales pour plusieurs des nations de la région. Il y a aussi une zone pour laquelle il existe de nombreuses revendications sur le territoire. Les cinq zones des conflits potentielles sont les suivantes :

1. **Les îles de Paracel.** Il y a une piste d'aviation appartenant à l'Armée de Libération Populaire (PLA) à partir de laquelle les avions peuvent reconnaître où attaquer les Îles Spratly au Sud. Les îles peuvent ainsi être employées comme une base pour permettre la projection des forces au sud¹³. Le Vietnam et Taiwan également revendiquent sur ces îles.
2. **Le golfe du Tonkin.** Malgré le fait que le Vietnam a des prétentions sur la souveraineté de ce golfe, basées sur un accord franco-vietnamien de 1887, les Chinois ont des plates-formes pétrolières en service dans cette zone. Cependant la production n'est pas importante et donc le risque d'une confrontation est relativement bas.
3. **Le plateau continental du Vietnam.** Il est revendiqué par la Chine et le Vietnam. Les entreprises qui y travaillent ont des contrats avec la Chine et le Vietnam.
4. **Le plateau continental du littoral indonésien.** La zone a des ressources naturelles estimées à plus de 45 millions de m³ (la plus grande dans le monde entier). Bien qu'il n'y ait pas de conflits directs, la demande du droit à exploiter les ressources pétrolières par la Chine pourrait créer des problèmes à l'avenir.

¹³ Dzurek D. 1994, « Resource Disputes in the South China Sea » *AEI Conference Report*, 9 September 1994, pp 2.

5. **Les îles Spratly.** Les îles Spratly comprennent un petit groupe d'îles et de récifs de corail, situé à 28 miles à l'est de la baie de Cam Ranh. La situation est la plus grave de la mer de Chine du Sud puisqu'il y a de nombreuses revendications émises par les pays de la région, y compris la Chine, Taiwan, le Vietnam, les Philippines et la Malaisie. Les enjeux de sécurité et de nationalisme, sont complétés par des raisons économiques : les îles sont riches en zone de pêche et sont connues pour posséder des nombreuses ressources naturelles. La Chine déjà estime que les ressources pétrolières dans cette région sont évaluées à 1.000 milliards de dollar américain¹⁴ (11).



Figure 3 : La carte de la mer de Chine du Sud

¹⁴ Chanda, N. « Treacherous Shoals », *Far Eastern Economic Review*, Vol 153, No 32, 13 August 1992, pp. 14.

Le souci le plus sérieux des pays régionaux est la double politique de la Chine. En effet, celle-ci poursuit sa revendication sur la souveraineté des îles Spratly¹⁵ à la fois par la diplomatie et par une attitude agressive unilatérale. Cela se traduit par deux postures militaires distinctes. La première est l'établissement d'un quartier général permanent dans la zone : le Commandement de la Surveillance Maritime Spratly qui est établi à bord de la frégate chinoise de la mer de Chine du Sud. En plus de ses responsabilités militaires, il y a également des enjeux politiques et diplomatiques. Ces raisons nous montrent que la Chine veut prendre un engagement permanent dans les affaires de la mer de Chine du Sud. La deuxième est la création d'un commandement régimentaire sur l'Île de Woody (dans les îles de Paracel) où il y a des déploiements d'unités de chars amphibies, des batteries anti-aériennes, des missiles et des patrouilleurs. Les capacités C3I comprennent un centre qui peut disposer d'informations satellitaires. Une piste d'aviation est aussi déjà construite. Avec cette capacité, la Chine peut contrer rapidement des conflits autour des îles de Spratly.

Des problèmes surgissent chaque année sur un mode répétitif où le fait accompli fait loi. Cette année, c'est le Mischief Reef qui a été l'occasion d'une conflit entre la Chine et les Philippines. L'îlot, situé dans la zone économique des Philippines, fait l'objet depuis 1995 de constructions chinoises qui sont des abris de pêcheurs d'après la Chine et des structures à vocation militaire si l'on en croit les Philippines. Le lieu est idéal pour écouter les bateaux qui traversent la mer de Chine du Sud ou pour abriter des systèmes techniques de guidage. Ces disputes pour de petites îles n'auraient pas grande importance si la route maritime en question n'avait un rôle géostratégique majeur en reliant l'Extrême-Orient au reste du monde. Elle est empruntée, par exemple, pour amener au Japon 75% de ses besoins en énergie. En outre, le Japon est la plus grande nation de pêche dans le monde entier, contribuant pour 50% à l'alimentation des japonaises. Le volume du commerce maritime japonais est estimé à plus de 770 millions de tonnes en 1990, représentant 20% du commerce mondial total. La possibilité pour un des pays du littoral de bloquer les voies maritimes de mer de Chine du Sud en cas de troubles doit être pris en compte afin d'éviter une aggravation immédiate du conflit avec un possible intervention japonaise.

En 1981, le Premier ministre du Japon a étendu l'engagement de défense japonais sur les mers et les zones aériennes entourant le Japon et ses lignes maritimes jusqu'à une distance de mille miles. Durant la dernière décennie, le Japon a dépendu de moins en moins de la protection américaine, et a augmenté constamment sa capacité militaire « d'autodéfense ». Par exemple, malgré des problèmes économiques, des améliorations qualitatives ont été apportées à la construction de grands croiseurs « *Aegis* » et à de nouveaux bâtiments armés de missiles anti-sous-marins, des grands véhicules amphibies ont été acquis et des sous-marins diesel classiques ont été construits.

L'importance de la mer de Chine du Sud pour les pays de l'ASEAN est la cause de la création de UNCLOS (la Convention de la loi maritime des Nations unies). Il est important pour l'ASEAN en raison de l'importance des EEZ (zones économiques exclusives) de faire respecter des 200 milles nautiques et les régimes des archipels états. Ces lois imposent de protéger les ressources dans les zones maritimes étendues. Cependant, les lois ne fournissent pas des règles spécifiques pour arbitrer des conflits frontaliers sur les EEZ. Les zones maritimes étendues ont contribué au fait que les Etats de l'ASEAN partagent désormais des frontières communes avec la Chine. Ce fait a élargi les revendications maritimes sur les îles Spratly.

¹⁵ Smith D.L. (Editor) 1996, *Asian Security to the Year 2000*, 15 December 1996, pp. 145.

2.1.3 : La préservation de la paix et la résolution des conflits

Etant donné les opinions diverses et opposées des nations de la région et du triangle USA-Chine-Russie, la tâche de la construction d'une communauté de sécurité régionale suivant le modèle de l'OTAN est presque impossible. Cependant, l'ASEAN a déjà montré que la coopération économique peut procurer de nombreux bénéfices à ses membres, et l'ensemble de la région¹⁶. Un effort particulier fourni par l'ASEAN pour promouvoir la stabilité régionale est l'initiative de « la dénucléarisation de l'Asie du Sud-Est ». Ce traité est déjà mis en place. Il représente la contribution des états de l'ASEAN à la non-prolifération d'armement nucléaire, et il est compatible avec l'objectif de l'ASEAN, l'établissement d'une Asie du Sud-Est « zone de paix, liberté et neutralité ». La tribune la plus ancienne et la plus grande pour échanger sur la sécurité multilatérale était la Table Ronde de l'Asie Pacifique, actuellement organisée par l'Institution des Etudes Stratégiques et Internationales de l'ASEAN. En 1993, le Conseil de la Coopération de Sécurité a été fondé, en y associant les organisations non-gouvernementales. Sa fonction primordiale est de promouvoir la coopération de sécurité régionale, et ensuite de formuler des propositions de réflexion pour les gouvernements. Le Forum Régional de l'ASEAN (ARF) avait aussi été établi pour favoriser des dialogues régionaux entre les pays en Asie Pacifique. L'ARF est la tribune de sécurité la plus large dans la région, avec 22 pays y compris tous les pays de l'Asie du Sud-Est, l'Australie, les Etats-Unis, la Chine, le Japon, le Nouvelle Zélande et la Russie. Elle avait atteint un niveau d'intérêt très significatif parce qu'elle est une tribune pour les pays régionaux et également pour les pays extra régionaux et permet de discuter sur les sujets de sécurité communs. L'ARF aide à la construction de la confiance entre ses membres, ainsi leurs différents peuvent être résolus dans une esprit de coopération, sans l'emploi de la force. L'ARF ajoute donc une étape très importante au cadre de la sécurité régionale. Après six années d'existence, la confiance a fait de grands progrès, les discussions sont devenues plus larges. Par exemple, les questions maritimes ont été introduites dans l'agenda des réunions. Pendant la cinquième réunion des ministres de l'ARF en juillet 1998, une liste des mesures pour la construction de la confiance a été arrêtée. Un des développement très utile qui est proposé est la participation accrue des autorités militaires à l'ARF. Les autorités militaires participent activement aux séances de réunion de l'ARF. L'interaction des autorités militaires régionales dans les réunions est une mesure de la construction de confiance elle-même. Comme l'ARF mène les questions de sécurité, la participation formelle des organisations militaires faciliterait la réalisation des résolutions d'une manière pratique et effective. Pour les années de 1990, l'ARF est une nouvelle structure pour mener des relations politiques et de sécurité au sein de la région de l'Asie Pacifique. Bien qu'elle accueille un nombre étendu de membres et donc peut être un risque de fragmentation politique ou d'impasse pendant la prise de décisions, elle facilite la communication, fournit des informations militaires, augmente la transparence et diminue l'incertitude. L'ARF pourrait être capable dans l'avenir de créer une communauté de sécurité dans la région¹⁷.

2.1.4 : L'Asie du Sud-Est dans la crise économique

En juillet 1997, après avoir essayé pendant plusieurs mois de résister aux pressions des marchés, les monnaies régionales ont été dévaluées. La chute de valeur des monnaies se

¹⁶ Par exemple, les membres de l'ASEAN constatent que la coopération économique dans la zone régionale de commerce libre de l'ASEAN (AFTA) peut à la fois faire fructifier des bénéfices économiques et promouvoir la confiance pour développer la sécurité régionale.

¹⁷ Sheldon W. Simon, « Security Prospects in Southeast Asia : Collaborative Efforts and the ASEAN Regional Forum », *The Pacific Review*, vol 11, no. 2, 1998, Coventry, UK, pp. 195.

propage rapidement en Asie du Nord-Est, atteignant la Corée du Sud finalement en décembre 1997. Le phénomène qui a initié la crise a été en effet un problème apparemment inoffensif de balance de paiement. Mais, ce problème a dégénéré en une crise complète économique, politique et sociale qui se prolonge actuellement¹⁸. A cause de ce problème sont intervenus des changements politiques, des récessions économiques, un taux de chômage à un niveau sans précédent, une inflation importante et la chute des importations dans toute l'Asie du Sud-Est. L'extension rapide de la crise au reste de l'Asie et puis aux marchés mondiaux souligne l'intégration des marchés financiers mondiaux. Elle reflète également l'incapacité des mécanismes financiers régionaux et mondiaux à contrôler et à contenir les effets de la contagion des erreurs par les gouvernements et le secteur privé.

Une question fondamentale pour les gouvernements au cœur de la crise est de savoir comment exploiter le coût commercial de la mondialisation alors qu'il faut gérer les stress domestiques, économiques, politiques et sociaux causés par les influences de l'étranger. Si l'Asie du Sud-Est se déplace vers les marchés financiers internationaux qui sont modernes, ouverts et libres, en revanche ses milieux domestiques, économiques et politiques restent caractérisés par des préférences strictement contrôlées par les gouvernements. D'autre part, les règles du système bancaire relatives à l'emprunt à l'étranger sont également faibles. Cette combinaison a rendu la région très vulnérable aux risques des échanges et aux pressions de la balance de paiements¹⁹.

Le liste des causes varie en des niveaux différents et a des impacts variables parmi les pays affectés. Particulièrement, il y a deux raisons données pour expliquer comment les « dragons asiatiques » qui ont pris presque trente ans à s'établir, actuellement retournent rapidement avec la crise économique à des situations de pauvreté et de problèmes sociaux. Un point de vue met en cause les politiques et pratiques domestiques. Les organisations financières et le système de surveillance sont faibles. Ces organisations financières ont eu des investissements considérables dans des projets très risqués, par exemple les biens fonciers et les marchés financiers. De plus, le système de contrôle et de surveillance est également fragile car il autorise de nombreuses dettes privées à court terme. Un autre point de vue soutient que les « dragons asiatiques » n'ont pas eu de défauts. Avant l'éclatement de la crise, ces pays asiatiques ont obtenu des éloges pour leurs économies fortes et ont été utilisés comme modèles pour les autres. La raison de l'apparition et l'étendue de la crise restent liées au développement du système financier mondial, la spéculation monétaire et l'habitude de grandes organisations d'investissement. Les causes comprennent la combinaison de la dérégulation et de la libération des marchés financiers partout le monde, l'interconnexion des marchés et la vitesse des transactions par la technologie informatique, et le développement de grandes organisations financières comme les banques d'investissements. Cette combinaison a provoqué le déplacement rapide de capitaux franchissant les frontières en cherchant des rendements hauts qui sont estimés à 2.000 milliards de dollars par jour. Seulement un ou deux pour cent compte pour l'investissement direct à l'étranger. Le reste est spéculation ou investissement à court terme qui peut se déplacer rapidement en traversant les frontières.

Néanmoins, quelles que soient les causes ou la combinaison de causes, la crise asiatique nous a montré les dangers de la volatilité des marchés financiers pour la stabilité économique des pays en développement, avec des conséquences sociales majeures. De

¹⁸ Stephen Parker, « Out of the Ashes ? Southeast Asia's Struggle Through Crisis » *Brookings Review*, summer 1998, Washington D.C. USA pp 10.

¹⁹ *Ibid.* pp 12.

nombreuses économies affectées par ces crises sont retournées rapidement au chaos social et politique.

2.1.5 : Les implications défense et sécurité de la crise économique

La mondialisation rétrécit le monde politique, les Etats et les sociétés sont en train de s'intégrer fortement dans le réseau transnational. Il a été suggéré que la mondialisation est en train de réduire la capacité des Etats à réaliser des actions effectives ; qu'il y a des incohérences croissantes entre la politique d'une nation indépendante et les pratiques véritables de la nation²⁰. Ce phénomène de mondialisation a des implications sérieuses sur le concept de sécurité de l'Etat. Comme il a déjà été démontré, l'économie d'un Etat ne dépend plus seulement de la viabilité de son marché mais aussi celle de ses voisins, voire du monde.

La crise économique en Asie du Sud-Est a eu de nombreuses conséquences sur la défense régionale et de la sécurité. D'abord, les problèmes économiques qui assaillent les pays en développement en Asie du Sud-Est pourraient provoquer des instabilités internes politiques et sociales, qui pourraient déborder sur la scène internationale. Le problème du Timor oriental vient d'illustrer ce risque. La crise économique risque de faire tomber le pilier principal de la légitimité des pouvoirs dans la plupart des pays régionaux²¹. Le processus de la démocratisation même, cependant, pourrait déclencher des conflits ethniques et des mouvements séparatistes qui vont contester la capacité gouvernementale à préserver la cohésion nationale. La solution de ce problème dépendrait de l'amélioration de la situation économique. Si le chômage continue à augmenter et la pénurie de l'alimentation à s'aggraver, les troubles sociaux remettront sévèrement en cause ces systèmes politiques qui sont encore fragiles.

La crise financière avait imposé aux pays affectés de prendre des mesures austères. Il s'agit que les armées régionales doivent se gérer avec des budgets plus réduits. Cette situation pourrait modifier leur capacité à maintenir le même niveau de dissuasion. De plus, elle pourrait créer un sentiment d'insécurité. La diminution des budgets militaires affectera également la réalisation des exercices militaires combinés parmi les nations amies dans la région. Ces exercices sont importants pour favoriser les coopérations de défense bilatérale et la compréhension mutuelle. Il est donc nécessaire de penser à de nouvelles méthodes alternatives pour établir la confiance dans la région. L'ARF pourrait jouer un rôle très important ici. Malheureusement, les troubles économiques en Asie de l'Est menacent également d'arrêter ou de ralentir les dialogues sur la sécurité. Les gouvernements de l'Asie de l'Est consacrent la plupart de leurs ressources humaines aux questions économiques, mais les dialogues de sécurité même multilatérale font l'objet de développement insuffisants actuellement. Plusieurs pays manquent de fonds pour envoyer des délégations fortes aux réunions de l'ARF. L'ARF ne peut donc pas atteindre la totalité de ses buts. La pénurie des finances pourrait également faire échouer les dialogues des organisations non-gouvernementales alors qu'ils sont importants en établissant des consensus sur les affaires de sécurité.

²⁰ J. Anderson, « The Exaggerated Death of the Nation-State », in a *Global World ? Reordering Political Space*, ed. J Anderson, C. Brooks & A. Cochrane, pp 66.

²¹ Mike M. Mochizuki, « Security Implications », *Brookings Review*, summer 1998. Washington D.C. USA, pp. 30.

2.1.6 : La nécessaire solidarité au cours de la crise économique

Certains critiquent l'impuissance de l'ASEAN à prévenir la crise économique à cause de ses « limites de politesse », car chaque membre de l'association a adopté le principe de non-ingérence dans les affaires d'un autre membre. La crise économique avait quelque peu montré que le principe de non-ingérence ne tient pas compte de la réalité d'interdépendance.

Il est ironique de constater que l'intégration économique à laquelle l'ASEAN a toujours aspiré est arrivée dans des circonstances très tristes. Le groupe a fait certains progrès dans la coopération économique. Le commerce intra-régional s'accroissait très vite, diminuant ainsi la dépendance des Etats-Unis pour les exportations, et en même temps la zone régionale de commerce libre (AFTA) marchait bien. Des coordinations bancaires existent également dans la région. Cependant la rapidité de la crise à atteindre un niveau dramatique dans la région a exagéré les similarités de ses membres, et la solidarité entre eux. Pendant ce temps, les différences à l'intérieur de la région ont empêché l'ASEAN de donner une réponse adaptée. Si l'ASEAN n'avait pas éprouvé une forte répugnance à se mêler des affaires de ses membres, ses critiques amicales avaient pu aider à prévenir la calamité. La Thaïlande, au sein de laquelle les troubles ont commencé, était déjà en situation problématique avant le mois de juillet 1997. Le FMI (Le Fond Monétaire International) avait déjà averti le gouvernement thaïlandais des risques de ses marchés financiers, mais la Thaïlande n'a rien fait pour améliorer la situation. Egalement, les membres de l'ASEAN ont conseillé à la Thaïlande de remédier à ses problèmes économiques, mais les avis sont restés très discrets et la Thaïlande n'en a pas tenu compte pour améliorer la situation. Puis, après le baht (la monnaie thaïlandaise) a flotté et ensuite a baissé en juillet 1997, chaque membre de l'ASEAN s'est rendu compte que sa monnaie et ses marchés financières ont fait l'objet d'attaques, et donc a bien compris que chacun était vulnérable aux erreurs politiques faites par les autres. Pendant trois mois, par exemple, le Premier ministre de la Malaisie, le dr. MAHARTHIR a attaqué les spéculateurs (tel que Monsieur George SOROS) et les pays occidentaux. Chaque crise de colère a été suivie par une baisse non seulement sur le marché financier malaisien, mais aussi partout sur les marchés régionaux. Plusieurs dirigeants de l'ASEAN et des hommes d'affaires ont certainement souhaité le silence du dr. MAHARTHIR. Dans le cas de l'Indonésie, Monsieur SUHARTO, qui était le président à cette époque, n'était pas un homme facile à influencer. Le maintien de la paix entre l'Indonésie d'une part et la Malaisie et Singapour d'autre part pendant l'époque de « la Confrontation » dans le début des années 1960 a été un des objectifs de l'ASEAN, et aussi la réussite de l'association. Maintenant la mauvaise gestion économique de Monsieur SUHARTO pose une menace plus grave pour restaurer l'économie régionale. Les autres dirigeants de l'ASEAN, tel que le Dr MAHARTHIR et Monsieur GOH Chok Tong, le Premier ministre de Singapour, avaient déjà persuadé le président indonésien d'exécuter les réformes que le FMI avait proposées. Mais, il n'a pas bougé. Donc, il est clair que la solidarité de l'ASEAN a été discutable pendant la crise économique.

L'invitation à repenser le concept de « non-ingérence » au sein de l'ASEAN a été faite premièrement, non pendant la crise économique, mais pendant le bouleversement politique cambodgien : c'est-à-dire le coup d'état monté au Cambodge le 5 juillet 1997, dans lequel le Vice Premier ministre, Monsieur HUN Sen, a enlevé le prince NORODOM Ranariddh, qui était Premier ministre. Le Cambodge rejoint l'ASEAN le 23 juillet, avec la Birmanie et du Laos. Mais à cause du bouleversement cambodgien, l'association a dû différer l'intégration de ce pays. Elle a admis qu'il y a, après tout, certaines limites de « non-ingérence », et certaines critères fondamentaux pour mener les affaires intérieures de ses membres.

Lorsqu'en mars 1998, l'apparition d'un espoir de résolution a finalement vu le jour, l'effort n'est pas venu de l'ASEAN, mais du Japon. Bien que les diplomates de l'ASEAN expriment des exaspérations concernant le Cambodge, ils ont un souci plus grand. La crise régionale cache la peur d'une explosion catastrophique à l'occasion de la répression indonésienne.

2.2 : Les crises indonésiennes

Tandis que la crise indochinoise domina le paysage de la sécurité régionale pendant les années 1970 – 1980, les crises indonésiennes actuelles sont définitivement en train de transformer les perspectives de sécurité et de solidarité régionales à la fin de ce siècle.

L'immense archipel indonésien se compose plus de 17.000 îles et a une population de 200 millions d'habitants, soit la quatrième population mondiale, après la Chine, l'Inde et les Etats-Unis. De plus, la population se compose d'environ 400 différents groupements ethniques et religieuse. Elle est aussi une nation pauvre. Malgré les efforts de l'ancien président SUHARTO pour développer le pays, le PNB/habitant était de 3.971 dollars US avant la crise économique. La Corée du Nord dans la même année pouvait atteindre un PNB/habitant de 4.058 dollars US et la Libye a un chiffre de 6.309 dollars US. Le bureau des Programmes de Développement des Nations unies l'a classé au 96^{ème} rang dans le domaine du développement humain, derrière le Kazakhstan qui était la 93^{ème}, l'Afrique du Sud (89^{ème}), Cuba (85^{ème}) et la Corée du Nord (75^{ème}).

En juillet 1997 lorsque la crise financière a éclaté brusquement, un capital financier énorme est sorti de l'Indonésie, et l'a laissée avec des dettes étrangères massives à affronter. L'Indonésie est devenue mortellement malade, car la crise économique a été aggravée par des enjeux politiques, notamment l'incertitude sur la maladie de SUHARTO en décembre 1997 ainsi que son avenir politique. Jusqu'au mois de mars 1998, le rupiah indonésien a été dévalué de 78 pour cent. Après avoir profité d'une augmentation de salaire pendant les 30 dernières années, la pauvreté s'est imposée lorsque le rupiah est tombé d'un ratio de 2.500 rupiahs pour 1 dollar américain en juillet 1997 au ratio de 10.000 rupiahs pour 1 dollar américain actuellement. Le chômage a grandi démesurément alors que le prix des denrées essentielles y compris des riz ont monté en flèche. De plus, une sécheresse exceptionnelle en 1997 a causé un déficit de 3 millions de tonnes dans la production de riz qui devait être importée. Le prix de riz a été multiplié par 4 et l'alimentation infantile par 6. Les médicaments importés ont disparu ou sont devenus très chers. Il a été très facile d'imputer cette inflation aux populations d'origine chinoise qui étaient les propriétaires de la plupart des ventes de détail partout en Indonésie. Très rapidement, des émeutes contre les chinois ont éclaté partout en Indonésie.

2.2.1 : Les émeutes anti-Indonésiens d'ethnie chinoise

Les émeutes contre des Indonésiens d'ethnie chinoise se sont étendues d'une ville à une autre. Elles ont dévasté les propriétés chinoises et les églises dans environ 40 villes pendant les mois de janvier et de février 1998. Les foules ont déchargé leur colère sur les hommes d'affaires Indonésiens d'ethnie chinoise, auxquels ils ont reproché l'augmentation du prix de l'alimentation durant la période de chômage de plus haut niveau après la dévaluation de rupiah. Une présence de forces de sécurité a ramené le calme, mais des troubles isolés ont continué. La plupart des Indonésiens d'ethnie chinoise se sont cachés dans les maisons des amis ou ont cherché des abris dans les postes de police. Les autres hommes d'affaires ont fui l'Indonésie pour les pays environnants.

Des questions ont été posées pour connaître les origines de ces émeutes. La majorité des résidents indonésiens des villes rurales ont eux-mêmes été choqués par ces actions. Leurs voisins Indonésiens d'ethnie chinoise ont vécu ici depuis de nombreuses générations, ont appris la langue indonésienne, et à la différence de la Malaisie et de Singapour, la plupart des Indonésiens d'ethnie chinoise ne parlent plus du tout la langue chinoise. Tous partagent l'alimentation indonésienne quotidienne et ont des noms indonésiens. Il a été surprenant que les foules sortent de nulle part brusquement. Ceci a amené certains soupçons : ont-ils été incités et organisés afin de repousser la responsabilité propre du gouvernement sur les 6 millions d'Indonésiens d'ethnie chinoise ?

2.2.2 : Les causes des émeutes anti-Indonésiens d'ethnie chinoise : l'écart de richesse et la différence de culture

Les causes immédiates des émeutes anti-chinoises ont été la dévaluation de la roupie et l'inflation du prix des produits alimentaires. Cependant le fait que les Indonésiens d'ethnie chinoise soient facilement devenus le bouc émissaire a des causes historiques plus profondes. Il est la conséquence de multiples facteurs juridiques, religieux, culturels, politiques et économiques, qui remontent à l'époque coloniale néerlandaise. Les Néerlandais ont identifié les Chinois d'origine comme un groupe séparé des indonésiens indigènes, leur ont établi des certificats de naissance, de mariage, de décès distincts, et les ont installés dans des écoles voire des quartiers séparés. Après l'indépendance de l'Indonésie, il y a eu un problème de double nationalité puisque la Chine a continué à reconnaître les Indonésiens d'ethnie chinoise comme ses citoyens. En avril 1955, une charte sino-indonésienne de double nationalité a été signée afin de résoudre le problème. Dans l'exécution de cette charte, pendant une période de deux ans (de janvier 1960 à janvier 1962), ceux qui avaient la double nationalité ont dû choisir entre la Chine et l'Indonésie. Selon des estimations, 65 à 70% des gens ont choisi la nationalité indonésienne. Après le coup d'état avorté en 1965, dans lequel la Chine a été soupçonnée de jouer un rôle d'instigation, les Indonésiens d'ethnie chinoise ont été pratiquement forcés d'adopter des noms indonésiens et la culture chinoise a été découragée voire même interdite. Cependant le problème de nationalité a continué à survivre et ainsi a forcé le gouvernement SUHARTO à annuler le traité unilatéralement en 1969. Il est important de noter que les relations diplomatiques entre la Chine et l'Indonésie ont été rompues à cause du résultat du coup d'état avorté en 1965. Le 8 août 1990, pour marquer la restauration des relations diplomatiques entre les deux pays, un mémorandum d'accord a été établi pour résoudre la question de la nationalité de 300.000 Indonésiens d'ethnie chinoise qui disposent encore de la nationalité chinoise. Ainsi, la résolution de la double nationalité a été résolue finalement, au moins sur le papier.

A la différence de la Thaïlande et des Philippines où les Chinois d'origine partagent la même religion avec la majorité du peuple (le bouddhisme en Thaïlande et le catholicisme aux Philippines), l'enjeu de la religion en Indonésie est important. La plupart des Indonésiens d'ethnie chinoise sont bouddhistes, taoïstes ou chrétiens, et sont différents de la majorité de la population musulmane. Après le coup d'état avorté de 1965, chacun a été forcé d'adopter une religion. La plupart des Indonésiens d'ethnie chinoise sont devenus chrétiens. Les relations entre les Chinois d'origine et les Indonésiens indigènes ne se sont jamais tendues dans les villes chrétiennes. Il n'y a eu aucune émeute dans ces villes. Dans le reste de l'Indonésie, surtout à Java, la majorité des musulmans sont tolérants mais il y a une petite minorité qui veut établir un état islamique dans laquelle la domination de l'économie chinoise disparaîtra. Ceci a été évident par la voix des mosquées et par les dirigeants musulmans qui incitaient les

peuples à s'opposer à « ceux qui augmentent les prix de l'alimentation ». La conséquence était que les commerçants ont été dépeints comme des criminels et que les combattre n'était pas un crime.

Durant l'époque coloniale néerlandaise, les Chinois étaient déjà reconnus comme des commerçants et des hommes d'affaires. Ils sont généralement plus riches que les ouvriers, les fermiers voire les fonctionnaires. Après l'indépendance, cette situation a continué et périodiquement, des lois de suppression de la puissance économique chinoise ont été adoptées. Mais SUHARTO, afin de promouvoir l'accroissement rapide de l'économie, a adopté la méthode de la libéralisation économique. Les commerçants chinois ont pu faire fructifier leurs talents grâce à la libération de SUHARTO, et sont devenus rapidement les citoyens les plus riches du pays. L'écart entre les riches (qui sont généralement les Chinois) et les pauvres (qui sont principalement les indigènes) est devenu tellement grand qu'il est devenu très naturel pour les pauvres de reprocher aux chinois l'inflation et la crise économique.

Les enjeux politiques ont été à la fois favorables et défavorables aux chinois d'origine. D'abord, les chinois chrétiens profitent généralement des pouvoirs soutenus par SUHARTO et les généraux militaires non-chinois. Naturellement, ceci irrite les musulmans. Pendant de nombreuses manifestations avant les émeutes anti-chinoises, le sentiment a souvent mélangé une rhétorique anti-chinoise et anti-chrétienne. Afin de faire plaisir aux musulmans, SUHARTO a agréé leurs demandes et renforcé leurs pouvoirs de contrôle.

Néanmoins, les émeutes contre les Chinois d'origine se sont arrêtées en mars 1998 lorsque le gouvernement a pris des actions concrètes pour relever de nombreux dirigeants militaires qui ont été soupçonnés d'avoir incité aux émeutes.

2.2.3 : Les implications sur la sécurité des émeutes anti-Indonésiens d'ethnie chinoise

Les réactions des communautés chinoises dans les pays de l'ASEAN, de l'Asie, voire du monde, ont été très vives lorsque les nouvelles des atrocités ont été révélées. Il y a eu de nombreuses manifestations chinoises contre le gouvernement indonésien. La conséquence la plus sérieuse était que ces manifestations pouvaient mettre le feu aux tensions raciales contre les autres populations ethniques dans les pays. Les pays de l'ASEAN, notamment la Malaisie et Singapour où se côtoient les ethnies malaise, indienne et chinoise, ont fait beaucoup d'efforts en limitant les crises de colère chinoises. La Malaisie et Singapour ont eu peur que l'histoire puisse se répéter, comme dans le cas d'émeute raciale fatale entre les Chinois et les Malais en 1968. L'équilibre ethnique est un sujet très sensible dans les deux pays.

Le plus grand souci pour la stabilité régionale était l'influence de la Chine. Les massacres anti-chinois en Indonésie ont offert une opportunité pour la Chine d'intervenir dans la région. Cela a été une possibilité très réelle, surtout que la présence américaine n'était pas très visible. Heureusement, à cause de la question de Taiwan durant la période, la Chine n'a pas été capable d'exercer beaucoup d'influence.

Economiquement, l'exode chinois vers les pays régionaux a affecté l'économie indonésienne très sévèrement. Les chinois sont les piliers de l'économie indonésienne comme de tout le Sud-Est asiatique. Leur départ a compliqué le redémarrage de l'économie. En fait, jusqu'au mois d'août 1998, le président indonésien, Monsieur HABIBIE, a admis que les

chinois d'origine sont très importants pour soutenir l'économie indonésienne et les a encouragé à rentrer.

2.2.4 : L'exigence d'une autonomie et d'une indépendance provinciales

Les émeutes anti-chinoises ont été suivies par des manifestations étudiantes anti-gouvernementales. Les slogans ont demandé des réformes politiques et la diminution du prix de l'alimentation. Il n'y a eu aucun slogan contre les chinois d'origines. Les étudiants manifestaient pour soulager les souffrances du peuple. Ils portaient les mêmes T-shirts jaunes que ceux des manifestations étudiantes en 1965. Cependant la situation cette fois-ci est différente de 1965. Au contraire à cette époque lorsque les militaires ont soutenu fortement les étudiants, les militaires cette fois-ci semblent soutenir le président, SUHARTO. Néanmoins, cette fois les manifestations étudiantes se sont révélées très fortes et difficiles à contenir par les militaires. En mai 1998, SUHARTO a été forcé à démissionner, après 30 ans de régime. SUHARTO a confié son poste à HABIBIE, qui a promis d'organiser des élections générales dans un délai d'une année. Puis l'Indonésie est entrée dans une époque de transition politique. La chute du régime SUHARTO a abouti à des attentes peu réalistes de changement et d'un « dialogue » d'autonomie promis à nombreuses des provinces, y compris l'Irian Jaya, l'Aceh et le Timor oriental.



Figure 4 : La carte des provinces indonésiennes en cherchant d'autonomie

1. **Aceh**. Situé au bout du nord de Sumatra, Aceh est un district islamique fort. Il a participé à la guerre contre les néerlandaises pour l'indépendance de l'Indonésie. Aceh a eu également des conflits réguliers avec le gouvernement de l'Indonésie. Depuis les années 1950 Aceh a réclamé pour elle plus d'autonomie, premièrement en soutenant une révolution islamique contre l'état, puis en soutenant un mouvement indépendant connu comme « the Free Aceh Movement ». Aceh a accédé au statut d'une région spéciale en 1959, mais veut devenir totalement indépendant. Des anti-insurrections brutales par les militaires indonésiens pendant 1990 ont aliéné les habitants d'Aceh, ayant augmenté de plus les soutiens pour « the Free Aceh Movement ». Les militaires ont été accusés de massacres et faire des violences aux habitants.

2. **Irian Jaya**. Irian Jaya est situé à l'extrémité orientale de l'Indonésie, à l'Ouest de la Papouasie Nouvelle Guinée. SUKARNO a renforcé l'organisation de ce district après la départ des Néerlandais. Les Etats Afro-Asiatique ont appuyé l'exigence de SUKARNO sur l'Irian Jaya après une période de surveillance par les

Nations unies. Mais pour les habitants indigènes de Papouasie, la vie sous le régime indonésien est une vie triste. Traités comme des citoyens de deuxième zone, ils ont subi l'invasion de leurs territoires tribaux par des sociétés d'exploitation des ressources naturelles. En 1989, le Président SUHARTO a envoyé des troupes spéciales de combat au Irian Jaya pour neutraliser un mouvement indépendant « the Free Papua Organisation OPM », mais les activités anti-indonésiennes ont augmenté dans les années récentes avec des exigences indépendantistes sérieuses.

3. **Timor oriental.** Le Timor oriental a été dirigé par les Portugais durant environ 3 siècles. Durant la Seconde Guerre mondiale, quelques milliers de Timorais ont perdu la vie en aidant les forces australiennes à battre les Japonais. Il a été ensuite envahi par les indonésiens dans très rapidement après le départ soudain des portugais en 1975. En fait, l'Indonésie a envahi le Timor oriental au lendemain du départ du président américain FORD, après une visite qui a abouti à la signature d'un accord d'aider l'Indonésie avec des soutiens américains, britanniques et australiens dans les domaines économique, militaire et politique. Cependant, l'annexion du Timor oriental n'a jamais été reconnue par les Nations unies. Les raisons d'invasion du Timor oriental incluent des ressources pétrolières et de gaz, une position stratégique ainsi que des intérêts commerciaux variables et une main d'œuvre à bon marché. Deux cent milles personnes ont dû être tuées depuis 1975 – un Timorais sur trois – et des atteintes aux droits de l'homme ont continué. Depuis son annexion à l'Indonésie, la majorité de la population catholique avait été soumise aux répressions prolongées des militaires indonésiens, qui sont déterminés à écraser les sentiments séparatistes. Etant être une catastrophe politique pour l'Indonésie, le Timor oriental s'est offert la chance de l'indépendance par le Président HABIBIE en octobre 1998 par le biais d'un référendum d'autodétermination. Le référendum a été programmé pour avoir lieu en août 1999 sous la surveillance des Nations unies. En effet avant le mois août 1999, il y a déjà eu de nombreuses menaces et violences exercées par les para militaires qui sont appuyés par les militaires indonésiens, dans le but de dissuader les peuples à voter. Cette violence a abouti à un report de l'élection, qui a eu lieu finalement à la fin du mois août. Presque 99% de population est venu voter, ce qui était un phénomène remarquable étant donné les menaces des para militaires. Plus de 75% des votes ont choisi l'indépendance pour le Timor oriental. A cause de ce résultat, des actes des plus violents, des pillages, massacres et rapines ont été commis par les para militaires. La chaos a forcé l'Indonésie à annoncer l'application de la loi martiale au Timor oriental. Ironiquement, depuis 1975 le Timor oriental avait déjà été occupé et contrôlé par les militaires indonésiens, ce qui fait que l'application de la loi martiale a été insignifiante pour les Timoraises. L'imposition de la loi martiale n'a pas arrêté la violence des para militaires, déclenchant ainsi un exode important des fuyards vers le Timor occidental et l'Australie. Pendant la crise, la Mission d'assistance au Timor oriental des Nations unies (UNAMET) et les journalistes ont été sommés de quitter le Timor oriental, parce que la situation était en train de devenir très grave. La situation est devenue tout à fait dramatique lorsque les para militaires ont commencé à attaquer les églises et le quartier général de l'UNAMET dans lequel une majorité des fuyards s'était réfugiée. Au début les militaires indonésiens ont promis de protéger environ mille personnes qui s'étaient cachées dans le quartier général, mais lorsque l'attaque par les para militaires a commencé, les militaires indonésiens ne sont pas intervenus. Cependant, plusieurs milliers de personnes ont été aérotransportés vers l'Australie pour y chercher abri. Au moment où les fuyards sont arrivés au Timor occidental, les para militaires les avaient également chassés. La plupart des fuyards se sont échappés

dans les montagnes et n'ont pas eu assez d'eau et d'alimentation. On estime que 600.000 personnes ont été déplacées, mais l'aide humanitaire ne les a pas rejointes. De plus, on a craint que plus que 300.000 fuyards aient disparu. On a noté que le nettoyage ethnique au Timor oriental avait pour intention de repousser le peuple vers le Timor occidental (qui était une partie de l'Indonésie) afin de les maîtriser légalement, parce que la mission des forces Nations unies est limitée au territoire du Timor oriental, non pas au Timor occidental. La possibilité de déportation en masse vers les autres parties de l'Indonésie a été crainte car elle aurait rendu plus difficile le retour des réfugiés.

Les atrocités au Timor oriental sont intervenues dans une période au cours de laquelle le monde avait été témoin des mêmes actions au Kosovo. L'Indonésie a été sommée par les Etats-Unis et les Nations unies de maintenir l'ordre au Timor oriental ou de risquer de devoir faire face aux ingérences des forces des Nations unies. L'Australie a déjà indiqué qu'elle était prête à intervenir. Bien sûr, l'attitude australienne n'a pas été bien accueillie par les Indonésiens, alors même que l'Australie avait reconnu l'annexion du Timor oriental par les Indonésiens en 1976. Ainsi les relations entre l'Australie et l'Indonésie se sont aggravées avec la suspension d'un traité de sécurité signé par les deux pays en 1995. Pendant la réunion de l'APEC en Nouvelle Zélande à la fin du mois de septembre 1999, les pays de la région avec les Etats-Unis ont demandé à l'Indonésie de permettre aux forces des Nations unies d'entrer au Timor oriental afin d'améliorer la situation. Le Président HARBIBIE a finalement accepté, mais il a été pris à partie par le parlement indonésien ultérieurement pour cette décision. Ainsi, depuis octobre, les forces des Nations unies, avec la participation de l'Australie, la Thaïlande, le Brunei, les Philippines, Singapour, la Nouvelle Zélande, la France, les Etats-Unis et même la Chine, sont entrées au Timor oriental pour y maintenir la paix. Les massacres perpétrés par les para militaires ont arrêté et les militaires indonésiens ont dû quitter le Timor oriental le 10 octobre. L'ordre a été restauré mais la majorité des villes avaient déjà été détruites par les para militaires et il faudra du temps et de l'argent pour rétablir l'Etat. Le 20 octobre, le Parlement a finalement reconnu le résultat du référendum Timorais et a ainsi permis au Timor oriental de devenir une nation indépendante.

2.2.5 : Les conséquences sur la sécurité après la crise du Timor oriental

L'indépendance acquise du Timor oriental déclenchera certainement des demandes fortes de la part l'Aceh et l'Irian Jaya. Les deux provinces exerceront plus de pression sur Jakarta pour leur lutte d'indépendance. Déjà, après avoir fait l'expérience de l'ingérence de l'ONU au Timor oriental, « the Free Aceh Movement » est en train de demander qu'un même référendum ait lieu au Aceh. Si ceci aboutit à plus de violence et de tués, comme dans le cas du Timor oriental après l'élection en septembre, l'Indonésie ira vers une autre période d'instabilité et ainsi affectera le paysage de sécurité régionale. Depuis 1998, la Malaisie a déjà rapatrié plus de cent mille immigrants illégaux indonésiens, qui ont essayé d'entrer en Malaisie pour y chercher un travail, en raison du chômage indonésien. Ces efforts de rapatriement n'ont pas été une affaire simple, parce que les immigrants illégaux sont violents. L'instabilité en Indonésie a non seulement déclenché une sortie massive des immigrants illégaux ou des fuyards vers pays voisins, mais a aussi affecté plus largement la région qui est en train de sortir de la crise financière. Une Indonésie instable risque de faire dérailler tous les programmes économiques multi latéraux qui sont mis en place pour améliorer la situation économique régionale. Il y a donc un désir très fort de la part des pays de l'ASEAN d'éviter que l'Indonésie ne soit désintégrée.

Extérieurement, l'échec de la coopération entre l'Australie et l'Indonésie à cause de la crise du Timor oriental serait une grande perte pour la stabilité régionale. L'Indonésie est située au milieu du détroit qui relie les océans Indien et Pacifique, et donc elle est engagée dans des intérêts maritimes importants pour les Etats-Unis ou le Japon. L'ancien président SUHARTO, malgré le fait qu'il n'ait pas dirigé l'Indonésie de façon démocratique, était très coopératif dans les affaires de sécurité régionale. Sous SUHARTO, qui n'a pas oublié d'imputer aux chinois les troubles intérieurs indonésiens pendant les années 1960, l'Indonésie a été aussi l'Etat de l'Asie du Sud Est le plus prêt à résister aux pressions stratégiques chinoises dans le mer de Chine du Sud, dans lequel le cœur maritime de l'Asie du Sud-Est est situé. L'Australie avait servi depuis longtemps de point d'appui méridional au système de sécurité américain dans la région de l'Asie Pacifique. Elle a des accords de coopération et de sécurité régionale favorisés avec les pays de l'ASEAN, particulièrement avec l'Indonésie en priorité. Ces accords défensifs permettent à l'Australie de jouer un rôle stratégique très important dans l'océan Indien et la mer de Chine du Sud, contribuant ainsi aux sécurités maritimes américaine et japonaise. La Chine peut profiter de la crise Timor oriental, surtout grâce à la suspension du traité de sécurité signé entre l'Indonésie et l'Australie en 1995. L'importance de ce traité a été que l'Indonésie pourtant considérée comme non-alignée affirme aussi un intérêt partagé avec un autre état qui était un allié des Etats-Unis. Pour les Indonésiens, l'intérêt de ce traité a été acquis lorsqu'ils se sont rendus compte que les revendications étendues chinoises sur la mer de Chine du Sud pourraient s'élargir aux îles Natuna, qui sont situées à la porte Est du détroit de Malacca et étaient un territoire indonésien avec des ressources riches, surtout gazières.

La réserve la plus sérieuse concerne le risque de balkanisation d'une région où les cohabitations ethniques, culturelles et religieuses posent de réels problèmes dans plusieurs endroits. L'entregent de l'ASEAN a permis de réduire les revendications des Philippines sur l'Etat malaisien du Sabah. Le sud de la Thaïlande est, en partie, la terre de Malais musulmans qui peuplaient, au siècle dernier, des sultanats. Le problème birman, toujours sans solution, se résume, en priorité, à organiser un modus vivendi durable entre le peuple birman du centre de l'union et les nombreuses ethnies de sa périphérie. Le pari de la fédération de Malaisie est pour l'essentiel, celui de réussir une cohabitation harmonieuse entre la majorité malaise et une forte minorité chinoise.

2.2.6 : Les implications d'efficacité et de solidarité de l'ASEAN

Certaines critiques ont été formulées pour dire que si l'ASEAN avait joué un rôle plus actif et plus important pendant la surveillance du référendum en août, les violences ne se seraient pas déroulées après l'annonce des résultats. Les militaires indonésiens ont perçu que la surveillance exercée par l'ONU était pro-occidentale et pro-portugaise. Ils n'ont donc pas cru aux résultats réels. S'il y avait eu une participation plus importante de l'ASEAN, l'Indonésie aurait pu respecter l'impartialité de l'ASEAN et donc reconnaître les résultats de référendum. En fait, même si l'ASEAN avait participé activement, les para militaires n'auraient pas reconnu les résultats et auraient attaqué les forces de l'ASEAN. Ceci aurait certainement créé des conséquences sérieuses. Les dirigeants de l'ASEAN ont dû suivre ce raisonnement et donc ils ont été prudents et ont placé l'action de l'ASEAN sous le parapluie de l'ONU avec l'accord de l'Indonésie. Même l'Australie s'est rendue compte que le problème du Timor oriental serait mieux résolu par les membres de l'ASEAN. C'est évident lorsque l'Australie a signalé récemment qu'elle souhaitait une participation de l'ASEAN plus importante lorsque la situation deviendrait favorable plus tard. Quant à l'Indonésie, elle a également annoncé qu'elle préférait la présence de l'ASEAN pour l'aider à contrôler la

situation plutôt que l’Australie. Ceci démontre clairement que la solidarité de l’ASEAN a évolué, lentement mais sûrement, d’un principe de non-ingérence à un principe d’ingérence adaptée qui pourra contribuer à la sécurité régionale.

2.3 La menace sur l’environnement – l’Asie du Sud-Est dans la tourmente

Parmi les nombreuses crises intervenues en Asie du Sud-Est dans les quatre dernières années, il y a des nouveaux facteurs d’insécurité qui surviennent et qui concernent l’environnement. Depuis 1997, l’Asie du Sud-Est fait face à un problème de sécurité d’une nouvelle ampleur : comment protéger l’humanité contre une menace encore indéfinie et mal connue – une menace qui a commencé chez nous-même mais pourrait ne pas être arrêtée si nous ne prenons pas immédiatement les mesures qui s’imposent.

En juin 1997, les pays de l’ASEAN ont été couverts par des fumées denses qui sont les conséquences des brûlis dans les forêts de Sumatra et sur l’île de Kalimantan en Indonésie. Les propriétaires des forêts améliorent leurs terres par les méthodes traditionnelles des brûlis. De plus, les conditions sèches qui sont renforcées par l’effet d’El Nino (qui cause une saison sèche prolongée de juin à octobre dans le région), ont aggravé les incendies partout en Indonésie. Des fumées denses sont intervenues en décembre 1997, puis sont réapparues pendant la période de juin à novembre 1998 et encore pendant la période de juin à septembre 1999. Les organisations non-gouvernementales (l’ONG) estiment que 12 millions d’hectares de forêts et de terres agricoles – équivalent à la superficie du Costa Rica – ont été détruits. Le coût est estimé à environ 4.500 millions de dollars américains, sans compter les effets des gaz qui ont été diffusés dans l’atmosphère. Depuis l’apparition des fumées, les ministres de l’environnement des pays de l’ASEAN s’étaient accordés pour prendre des mesures afin de résoudre le problème. Une surveillance commune des fumées a été assurée par l’Indonésie, la Malaisie et Singapour afin de déceler les positions de brûlis dans les forêts. Le méthode consiste à analyser des images satellites et des renseignements météorologiques, pour permettre aux pays de prendre des actions concrètes contre les brûlis. Cependant, s’il y a eu un réel effort de coopération régionale, la Nature ne respecte pas les frontières. La sécurité écologique devient un souci régional, voire mondial. « Le concept de sécurité associé du domaine écologique requiert un refus de la logique d’hégémonie et de pouvoir. Surtout dans le cas des affaires militaires, la sécurité économique et écologique ne peut en définitive être garantie ni par la violence ni par des actions unilatérales d’un seul état. Au lieu de cela, il requière la coopération internationale et une politique de participation active»²². Dans une certaine limite, les gouvernements de la région tiennent compte de ce conseil en repensant leur concept de sécurité. L’ASEAN est déterminée sur la réalisation d’un plan pratique régional pour éviter et combattre des fumées.

2.4 : L’effet de la courbe de CNN en Asie du Sud-Est

Le développement de la technologie directe et mondiale avait donné forme à une voix médiatique internationale plus forte. La politique étrangère l’appelle sous le terme peu flatteur de « la courbe de CNN ». Il suggère que lorsque la CNN diffuse les nouvelles des crises internationales, les dirigeants politiques, surtout des pays occidentaux, n’ont pas d’autre le choix que de s’impliquer dans ces crises. Il suggère également que l’intense indignation publique née à la vue des images et des reportages impose aux leaders politiques de prendre

²² Dalby, « Security, Modernity, Ecology : The Dilemmas of Post-Cold War Security Discours », *Alternatives*, 17 (1992), pp. 117.

position vis-à-vis de l'événement ou de risquer l'impopularité²³. Lors d'une conférence récente à Singapour sur la thème de la mission de maintien de la paix pour les Nations unies, Tommy KOH, l'ambassadeur singapourien à l'ONU, a dit que l'information sur des guerres civiles ont modifié les priorités des missions de maintien de la paix de l'ONU et ont forcé la communauté mondiale à réaliser des actions parfois incohérentes. « Les pressions des médias internationaux peuvent transformer les priorités de la communauté internationale. Par exemple, si les médias décident de positionner une crise sur le devant de la scène, la communauté internationale est susceptible d'intervenir par des pressions publiques sur le pays concerné »²⁴.

Malgré les réserves émises par les hommes politiques, il est évident que les médias ont joué un rôle significatif dans les résolutions des nombreuses crises indonésiennes. Par exemple, lorsque les émeutes anti-chinoises ont éclaté, ces nouvelles ont été diffusées rapidement par la presse et l'Internet partout dans le monde, ce qui a eu une réaction de l'opinion publique à forcer le gouvernement indonésien à agir. Par ailleurs, la crise du Timor oriental a été également rapportée partout dans le monde dès qu'elle est apparue. Même les membres de l'ASEAN ont été obligés d'intervenir.

Comme le facteur de l'environnement, le facteur des médias nous montre que la capacité du gouvernement à assumer seul ses responsabilités de sécurité a diminué. Dans le monde d'aujourd'hui, chaque nation agit sur les autres, la capacité à maîtriser les médias est importante pour le gouvernement qui veut participer aux affaires mondiales. De plus en plus, alors que l'Asie du Sud-Est a fait face au phénomène mondialisation, les dirigeants doivent intégrer ce nouveau facteur, qui est en train de transformer le paysage de la sécurité régionale.

²³ Johanna Neuman, « Lights, Camera, War », *St Martin's Press New York*, 1996.

²⁴ « CNN Effect Skews UN Aims : Conference », *Agence-France Presse*, Singapore, Feb 26, 1997.

Conclusion

A la fin l'époque coloniale, les pays de l'Asie du Sud-Est ont fait face à des incertitudes économiques et en même temps ont dû combattre les oppositions idéologiques internes. Sauf pour les pays de la péninsule indochinoise, la région a eu tendance à s'unir autour du thème central de la coopération économique. On a développé de nombreux concepts de solidarité régionale, tel que l'ASA et la MAPHILINDO, qui n'ont pas duré longtemps. Cependant, ils ont été importants dans le sens où ils ont aidé à la conceptualisation de l'ASEAN. L'ASEAN a été pensée par les dirigeants comme une stratégie pour répondre d'abord à des préoccupations internes avant de remplir d'évidentes fonctions régionales et internationales. Sa dynamique n'est donc pas celle d'un mouvement à dessein supranational : elle est avant tout un instrument destiné à maîtriser les convulsions d'Etats encore fragiles, avant de faciliter la mise en œuvre de politiques régionales. Cette stratégie a aussi bien servi à la sécurité des pays membres puisqu'elle a fourni une garantie à la sécurité régionale avec l'adoption du principe de non-ingérence. Ainsi, le concept de sécurité régionale a été rendu possible par la solidarité démontrée par les membres de l'ASEAN pendant les années de formation.

Cependant, le vrai succès de l'ASEAN sur la scène internationale a été acquis lorsque la crise cambodgienne a été résolue par l'ONU, grâce aux efforts diplomatiques de l'ASEAN. Certes, au début, les membres de l'ASEAN ont été divisés sur l'invasion vietnamienne au Cambodge : il y avait ceux qui pensaient que la suppression du régime de Pol Pot par les Vietnamiens était une bonne chose pour les Cambodgiens, tandis que les autres, surtout la Thaïlande, avaient peur que la chute du Cambodge aux mains des Vietnamiens ne déclenche une invasion communiste vers le reste de l'Asie du Sud-Est. Cependant, la peur de « l'effet domino » a réussi et a poussé l'ASEAN à poursuivre un effort diplomatique important pour contrer l'invasion vietnamienne.

Pendant la période de la guerre froide, comme le rayonnement des deux super-puissances s'est intensifié par l'augmentation des installations de capacité militaire dans la région, l'ASEAN a joué un rôle important en équilibrant les puissance de la Russie et des Etats-Unis. L'adoption de la zone de paix ZOPFAN (Zone of Peace, Freedom and Neutrality) par l'ASEAN a signifié qu'elle reste une région neutre. La ZOPFAN apparaît comme un mécanisme approprié pour répondre aux défis et à la multi-polarité de cette fin de siècle : il n'est plus besoin de s'aligner, ni de prendre position. En revanche, plus que jamais la région a besoin d'être unie à l'imitation de l'Occident pour consolider l'Asie du Sud-Est par rapport à l'extérieur et améliorer sa capacité d'autonomie et de résistance face aux tentations pour réduire les tensions et prévenir les conflits.

La fin de la guerre froide a créé un vide stratégique dans la région. La mer de Chine du Sud est devenue une source de menace en raison des nombreuses revendications sur des groupements variables d'îles de la part de plusieurs pays, y compris la Chine qui poursuit une politique de conquête agressive des îles Spratly. Avec la tensions en la mer de Chine du Sud, on constate également le rythme rapide de la modernisation des armées régionales, en partie à cause de l'incertitude de la fin de la guerre froide, et en partie à cause de l'accroissement économique permis par l'intégration de la région dans le processus de la mondialisation. Cependant cette intégration exige que les pays régionaux mènent simultanément à libération de leurs économies, l'amélioration des droits de l'homme et également de celle de l'environnement, qui sont demandées par les pays occidentaux. Ces demandes néanmoins ont renforcé la solidarité régionale avec la création de nombreuses tribunes importantes et des

programmes de coopération, c'est-à-dire l'AFTA et l'ARF. La création de l'AFTA aide la région à se transformer en un système d'économie et de finances plus intégrées, tandis que la formation de l'ARF permet aux membres de résoudre les problèmes économiques et sécuritaires internes et externes à la région, y compris avec la Russie, les Etats-Unis, la Chine, le Japon, etc.

Avec l'intégration accrue des économies, les pays de la région se rendent compte que la menace économique doit être traitée avec un droit de regard et d'intervention. La crise financière a rendu ce fait évident. Le principe de « non-ingérence » n'apparaît pas acceptable car les nations sont obligées de prendre des mesures économiques et politiques qui pourraient affecter une autre nation. Il est nécessaire d'assurer la survie de ses propres marchés afin de contribuer à la stabilité du marché régional.

Les crises actuelles indonésiennes démontrent que le concept de la solidarité et de la sécurité régionale requiert une intervention active et solidaire, car la souveraineté n'est plus absolue. Elle concerne bien plus une coalition de peuples. Par exemple, les pays soumettent la souveraineté aux intérêts de la majorité des habitants en cherchant à vivre en paix avec chacun. La coopération sur la scène régionale et internationale – dans les domaines tel que l'environnement – déjà implique une restriction de la souveraineté. Le concept de non-ingérence n'est également pas absolu. L'interdépendance fait que chaque partenaire intervient dans les affaires des autres, mais toujours avec le souci de l'intérêt général. In fine, il n'est plus possible de préserver une souveraineté absolue. Lorsqu'un pays est intégré dans un système régional voire mondial, il transfère une partie de sa souveraineté. Les Etats sont actuellement en train d'accepter intellectuellement cette nouvelle réalité.

Bibliographie

1. Barrie, C. 1998, « Surface Operations in Tomorrow's Asia Pacific », *Sea Power in the New Century* », Australian Defence Studies Centre, Canberra, Australia, January 1998.
2. Discours de clôture de Tun Abdul Razak à la conférence de Bangkok du 8 août 1967, *Foreign Affairs Bulletin*, (Bangkok), avril – mai 1968.
3. Pushpa Thambipillai, « Brunei in ASEAN : the Viable Choice ? », *Southeast Asian Affairs*, Singapour, ISEAS, 1982.
4. Gerald Segal, “Getting serious about Asia-Europe Security Cooperation”, *Survival*, vol 39 n1, printemps 1997.
5. Sophie BOISSEAU DU ROCHER, « L'ASEAN et la Construction Régionale en Asie du Sud-Est », L'Harmattan, 1998.
6. « Asia's Arm-Trade Boom », *Foreign Report*, 7 mars 1996, London.
7. Dzurek D. 1994, « Resource Disputes in the South China Sea » *AEI Conference Report*, 9 September 1994.
8. Chanda, N. « Treacherous Shoals », *Far Eastern Economic Review*, Vol 153, No 32, 13 August 1992.
9. Smith D.L. (Editor) 1996, *Asian Security to the Year 2000*, 15 December 1996.
10. Sheldon W. Simon, « Security Prospects in Southeast Asia : Collaborative Efforts and the ASEAN Regional Forum », *The Pacific Review*, vol 11, no. 2, 1998, Coventry, UK.
11. Stephen Parker, « Out of the Ashes ? Southeast Asia's Struggle Through Crisis » *Brookings Review*, summer 1998, Washington D.C. USA.
12. J. Anderson, « The Exaggerated Death of the Nation-State », in a *Global World ? Reordering Political Space*, ed. J Anderson, C. Brooks & A. Cochrane.
13. Mike M. Mochizuki, « Security Implications », *Brookings Review*, summer 1998. Washington D.C. USA.
14. Dalby, « Security, Modernity, Ecology : The Dilemmas of Post-Cold War Security Discours », *Alternatives*, 17 (1992).
15. Johanna Neuman, « Lights, Camera, War », *St Martin's Press New York*.
16. « CNN Effect Skews UN Aims : Conference », *Agence-France Presse*, Singapore, Feb 26, 1997.